EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

2 Défendre le droit à l'avortement

Des manifestantes marchent pour le droit d'avorter dans le monde, à Paris le 28 septembre 2018.

4 Une manifestation contre le Pass vaccinal (2022)

Pancarte dénonçant l'obligation du Pass vaccinal pour fréquenter des lieux publics dans le contexte de l'épidémie de Covid-19.
Le samedi 22 janvier 2022, près de 38 0000 personnes ont manifesté contre le Pass vaccinal dans toute la France.

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

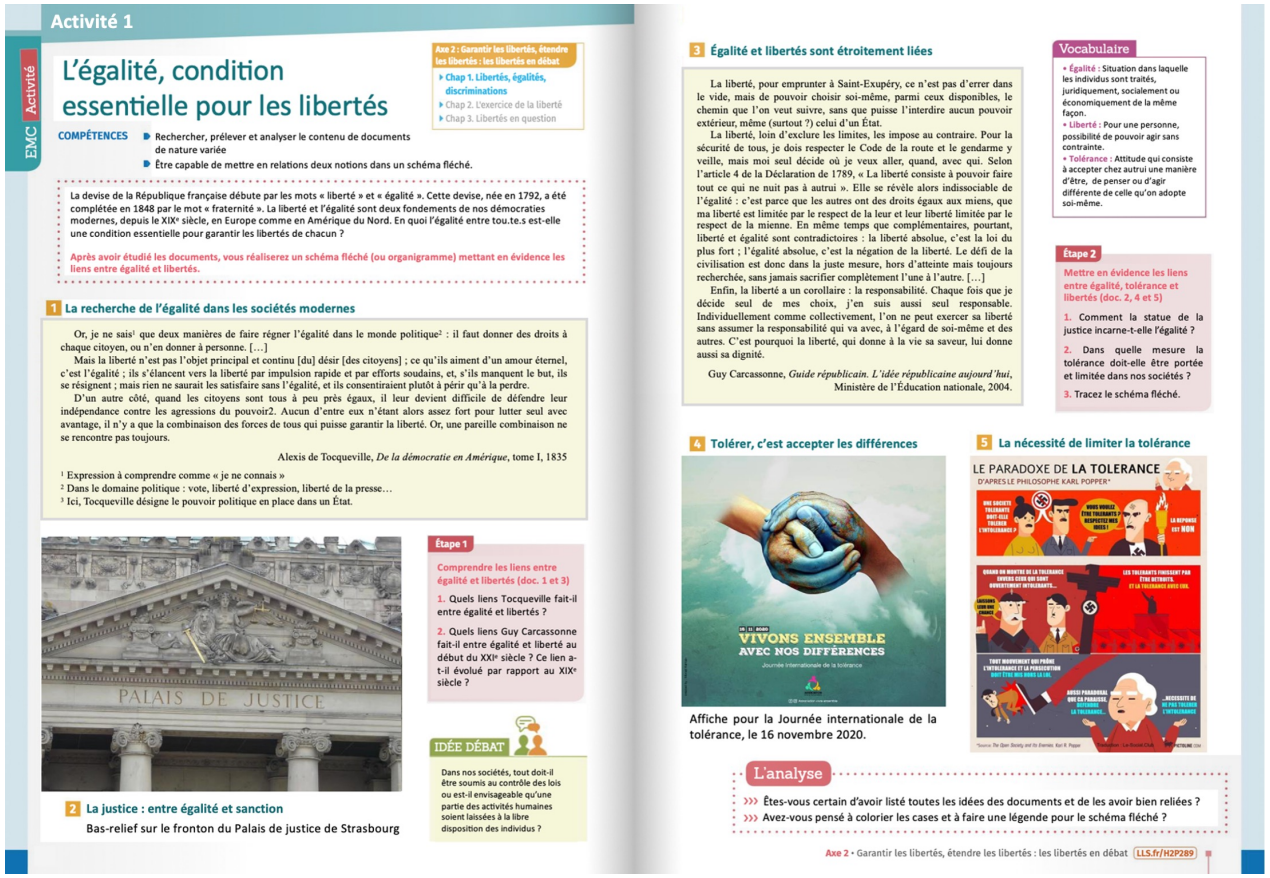
Fiche d'activités

I. Garantir les libertés face aux discriminations	II. Exercer les libertés dans la vie quotidienne	III. Protéger les libertés (re)mises en question
A. Les libertés supposent l'égalité de tou.te.s	**A. Des libertés d'opinion et d'expression**	**A. Des libertés qui évoluent constamment**
Activité 1 : L'égalité, condition essentielle pour les libertés — tracer un schéma fléché	Activité 7 : Liberté d'expression : peut-on tout dire ? — organiser un débat	Activités 13 et 13bis : Libertés économiques et droits sociaux — faire une expo- ou un jeu de rôle
	Activité 8 : Les libertés numériques — produire un livret	Activité 14 : Les enjeux éthiques : la fin de vie — écrire un article de presse
B. Les discriminations, des obstacles à la liberté	**B. La laïcité et la liberté de conscience**	**B. La conquête des libertés sexuelles**
Activité 2 : Lutter contre les discriminations sexistes — produire une affiche	Activité 9 : Laïcité et liberté de conscience — faire une publicité	Activité 15 : Droit d'asile et devoir d'accueil — faire un exposé oral
Activité 3 : Lutter contre les discriminations racistes — analyser une campagne	Activité 10 : Liberté de pensée, liberté de conscience, laïcité — faire une capsule vidéo	Activité 16 : La question des migrants et leurs droits — présenter un.e migrant.e
Activité 4 : L'évolution des droits des personnes homo. et trans. — présenter une association	**C. Des libertés dans les domaines civiques**	**C. Des libertés qui doivent être protégées**
Activité 5 : La lutte contre les discriminations — faire une carte mentale	Activité 11 : Exercer sa liberté au lycée : s'engager dans la vie lycéenne — élaborer un projet interne au lycée	Activité 17 : La question de l'état d'urgence — organiser un débat en classe
C. Des acteurs luttant contre les discriminations	Activité 12 : La Défense et la sécurité nationale — faire une fiche de révisions	Activité 18 : La sécurité dans un État de droit — faire un jeu de rôle (débat)
Activité 6 : Un exemple d'engagement : L'association Abbé Pierre — écrire un article de presse		

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

I. Garantir les libertés face aux discriminations

A. Les libertés supposent l'égalité de tou.te.s



Activité 1

EMC Activité

L'égalité, condition essentielle pour les libertés

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Rechercher, prélever et analyser le contenu de documents de nature variée
- Être capable de mettre en relations deux notions dans un schéma fléché.

La devise de la République française débute par les mots « liberté » et « égalité ». Cette devise, née en 1792, a été complétée en 1848 par le mot « fraternité ». La liberté et l'égalité sont deux fondements de nos démocraties modernes, depuis le XIXe siècle, en Europe comme en Amérique du Nord. En quoi l'égalité entre tou.te.s est-elle une condition essentielle pour garantir les libertés de chacun ?

Après avoir étudié les documents, vous réaliserez un schéma fléché (ou organigramme) mettant en évidence les liens entre égalité et libertés.

1 La recherche de l'égalité dans les sociétés modernes

Or, je ne sais[1] que deux manières de faire régner l'égalité dans le monde politique[2] : il faut donner des droits à chaque citoyen, ou n'en donner à personne. […]

Mais la liberté n'est pas l'objet principal et continu [du] désir [des citoyens] ; ce qu'ils aiment d'un amour éternel, c'est l'égalité ; ils s'élancent vers la liberté par impulsion rapide et par efforts soudains, et, s'ils manquent le but, ils se résignent ; mais rien ne saurait les satisfaire sans l'égalité, et ils consentiraient plutôt à périr qu'à la perdre.

D'un autre côté, quand les citoyens sont tous à peu près égaux, il leur devient difficile de défendre leur indépendance contre les agressions du pouvoir2. Aucun d'entre eux n'étant alors assez fort pour lutter seul avec avantage, il n'y a que la combinaison des forces de tous qui puisse garantir la liberté. Or, une pareille combinaison ne se rencontre pas toujours.

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome I, 1835

[1] Expression à comprendre comme « je ne connais »
[2] Dans le domaine politique : vote, liberté d'expression, liberté de la presse…
[3] Ici, Tocqueville désigne le pouvoir politique en place dans un État.

Étape 1
Comprendre les liens entre égalité et libertés (doc. 1 et 3)
1. Quels liens Tocqueville fait-il entre égalité et libertés ?
2. Quels liens Guy Carcassonne fait-il entre égalité et liberté au début du XXIe siècle ? Ce lien a-t-il évolué par rapport au XIXe siècle ?

2 La justice : entre égalité et sanction
Bas-relief sur le fronton du Palais de justice de Strasbourg

IDÉE DÉBAT
Dans nos sociétés, tout doit-il être soumis au contrôle des lois ou est-il envisageable qu'une partie des activités humaines soient laissées à la libre disposition des individus ?

3 Égalité et libertés sont étroitement liées

La liberté, pour emprunter à Saint-Exupéry, ce n'est pas d'errer dans le vide, mais de pouvoir choisir soi-même, parmi ceux disponibles, le chemin que l'on veut suivre, sans que puisse l'interdire aucun pouvoir extérieur, même (surtout ?) celui d'un État.

La liberté, loin d'exclure les limites, les impose au contraire. Pour la sécurité de tous, je dois respecter le Code de la route et le gendarme y veille, mais moi seul décide où je veux aller, quand, avec qui. Selon l'article 4 de la Déclaration de 1789, « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ». Elle se révèle alors indissociable de l'égalité : c'est parce que les autres ont des droits égaux aux miens, que ma liberté est limitée par le respect de la leur et leur liberté limitée par le respect de la mienne. En même temps que complémentaires, pourtant, liberté et égalité sont contradictoires : la liberté absolue, c'est la loi du plus fort ; l'égalité absolue, c'est la négation de la liberté. Le défi de la civilisation est donc dans la juste mesure, hors d'atteinte mais toujours recherchée, sans jamais sacrifier complètement l'une à l'autre. […]

Enfin, la liberté a un corollaire : la responsabilité. Chaque fois que je décide seul de mes choix, j'en suis aussi seul responsable. Individuellement comme collectivement, l'on ne peut exercer sa liberté sans assumer la responsabilité qui va avec, à l'égard de soi-même et des autres. C'est pourquoi la liberté, qui donne à la vie sa saveur, lui donne aussi sa dignité.

Guy Carcassonne, *Guide républicain. L'idée républicaine aujourd'hui*, Ministère de l'Éducation nationale, 2004.

Vocabulaire
- Égalité : Situation dans laquelle les individus sont traités, juridiquement, socialement ou économiquement de la même façon.
- Liberté : Pour une personne, possibilité de pouvoir agir sans contrainte.
- Tolérance : Attitude qui consiste à accepter chez autrui une manière d'être, de penser ou d'agir différente de celle qu'on adopte soi-même.

Étape 2
Mettre en évidence les liens entre égalité, tolérance et libertés (doc. 2, 4 et 5)
1. Comment la statue de la justice incarne-t-elle l'égalité ?
2. Dans quelle mesure la tolérance doit-elle être portée et limitée dans nos sociétés ?
3. Tracez le schéma fléché.

4 Tolérer, c'est accepter les différences
VIVONS ENSEMBLE AVEC NOS DIFFÉRENCES
Journée internationale de la tolérance
Affiche pour la Journée internationale de la tolérance, le 16 novembre 2020.

5 La nécessité de limiter la tolérance
LE PARADOXE DE LA TOLERANCE
D'APRES LE PHILOSOPHE KARL POPPER*

L'analyse
- Êtes-vous certain d'avoir listé toutes les idées des documents et de les avoir bien reliées ?
- Avez-vous pensé à colorier les cases et à faire une légende pour le schéma fléché ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P289

Étape 1

Comprendre les liens entre égalité et libertés (doc. 1 et 3)

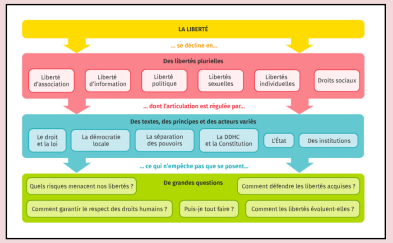
1. Quels liens Tocqueville fait-il entre égalité et liberté ?
2. Quels liens Guy Carcassonne fait-il entre égalité et liberté ? Ce lien a-t-il évolué par rapport au XIXe siècle ?

Étape 2

Mettre en évidence les liens entre égalité, tolérance et libertés (doc. 2, 4 et 5)

1. Comment la statue de la justice incarne-t-elle l'égalité ?
2. Dans quelle mesure la tolérance doit-elle être portée et limitée dans nos sociétés ?
3. Tracez le schéma fléché. Voici un exemple pour vous aider à le produire.

Titre : Des libertés pour la liberté : du principe aux questionnements

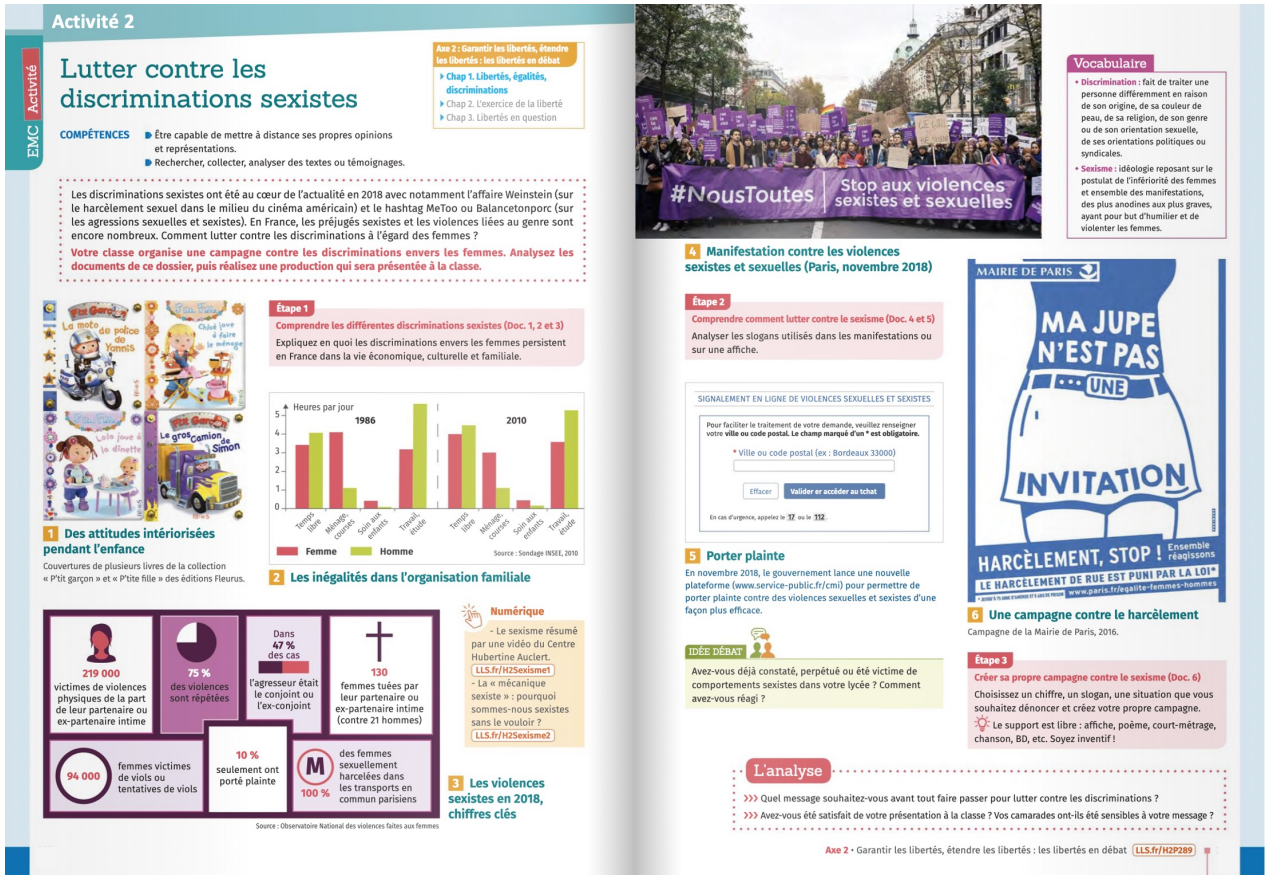


Légende
- Un principe fondamental : la liberté
- Les diverses formes de liberté
- Les textes et les acteurs de la liberté
- Les questions relatives à la liberté

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

I. Garantir les libertés face aux discriminations

B. Les discriminations, obstacles à la liberté



Activité 2

EMC Activité

Lutter contre les discriminations sexistes

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Être capable de mettre à distance ses propres opinions et représentations.
- Rechercher, collecter, analyser des textes ou témoignages.

Les discriminations sexistes ont été au cœur de l'actualité en 2018 avec notamment l'affaire Weinstein (sur le harcèlement sexuel dans le milieu du cinéma américain) et le hashtag MeToo ou Balancetonporc (sur les agressions sexuelles et sexistes). En France, les préjugés sexistes et les violences liées au genre sont encore nombreux. Comment lutter contre les discriminations à l'égard des femmes ?

Votre classe organise une campagne contre les discriminations envers les femmes. Analysez les documents de ce dossier, puis réalisez une production qui sera présentée à la classe.

1 Des attitudes intériorisées pendant l'enfance

Couvertures de plusieurs livres de la collection « P'tit garçon » et « P'tite fille » des éditions Fleurus.

Étape 1

Comprendre les différentes discriminations sexistes (Doc. 1, 2 et 3)

Expliquez en quoi les discriminations envers les femmes persistent en France dans la vie économique, culturelle et familiale.

2 Les inégalités dans l'organisation familiale

Source : Sondage INSEE, 2010

219 000 victimes de violences physiques de la part de leur partenaire ou ex-partenaire intime

75 % des violences sont répétées

Dans 47 % des cas l'agresseur était le conjoint ou l'ex-conjoint

130 femmes tuées par leur partenaire ou ex-partenaire intime (contre 21 hommes)

94 000 femmes victimes de viols ou tentatives de viols

10 % seulement ont porté plainte

100 % des femmes sexuellement harcelées dans les transports en commun parisiens

Source : Observatoire National des violences faites aux femmes

Numérique
- Le sexisme résumé par une vidéo du Centre Hubertine Auclert. LLS.fr/H2Sexisme1
- La « mécanique sexiste » : pourquoi sommes-nous sexistes sans le vouloir ? LLS.fr/H2Sexisme2

3 Les violences sexistes en 2018, chiffres clés

4 Manifestation contre les violences sexistes et sexuelles (Paris, novembre 2018)

Étape 2

Comprendre comment lutter contre le sexisme (Doc. 4 et 5)

Analyser les slogans utilisés dans les manifestations ou sur une affiche.

SIGNALEMENT EN LIGNE DE VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

Pour faciliter le traitement de votre demande, veuillez renseigner votre ville ou code postal. Le champ marqué d'un * est obligatoire.

* Ville ou code postal (ex : Bordeaux 33000)

Effacer | Valider er accéder au tchat

En cas d'urgence, appelez le 17 ou le 112.

5 Porter plainte

En novembre 2018, le gouvernement lance une nouvelle plateforme (www.service-public.fr/cmi) pour permettre de porter plainte contre des violences sexuelles et sexistes d'une façon plus efficace.

IDÉE DÉBAT

Avez-vous déjà constaté, perpétué ou été victime de comportements sexistes dans votre lycée ? Comment avez-vous réagi ?

MAIRIE DE PARIS

MA JUPE N'EST PAS ... UNE INVITATION

HARCÈLEMENT, STOP ! Ensemble réagissons

LE HARCÈLEMENT DE RUE EST PUNI PAR LA LOI* www.paris.fr/egalite-femmes-hommes

6 Une campagne contre le harcèlement

Campagne de la Mairie de Paris, 2016.

Étape 3

Créer sa propre campagne contre le sexisme (Doc. 6)

Choisissez un chiffre, un slogan, une situation que vous souhaitez dénoncer et créez votre propre campagne.

Le support est libre : affiche, poème, court-métrage, chanson, BD, etc. Soyez inventif !

L'analyse
- Quel message souhaitez-vous avant tout faire passer pour lutter contre les discriminations ?
- Avez-vous été satisfait de votre présentation à la classe ? Vos camarades ont-ils été sensibles à votre message ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P289

Vocabulaire
- Discrimination : fait de traiter une personne différemment en raison de son origine, de sa couleur de peau, de sa religion, de son genre ou de son orientation sexuelle, de ses orientations politiques ou syndicales.
- Sexisme : idéologie reposant sur le postulat de l'infériorité des femmes et ensemble des manifestations, des plus anodines aux plus graves, ayant pour but d'humilier et de violenter les femmes.

Étape 1

Comprendre les différentes discriminations sexistes (doc. 1, 2 et 3)

Expliquez en quoi les discriminations envers les femmes persistent en France dans la vie économique, culturelle et familiale.

Étape 2

Comprendre comment lutter contre le sexisme (doc. 4 et 5)

Analysez les slogans utilisés dans les manifestations et sur une affiche.

Étape 3

Créer sa propre campagne contre le sexisme (doc. 6)

Choisissez un chiffre, un slogan, une situation que vous souhaitez dénoncer et créez votre propre campagne :

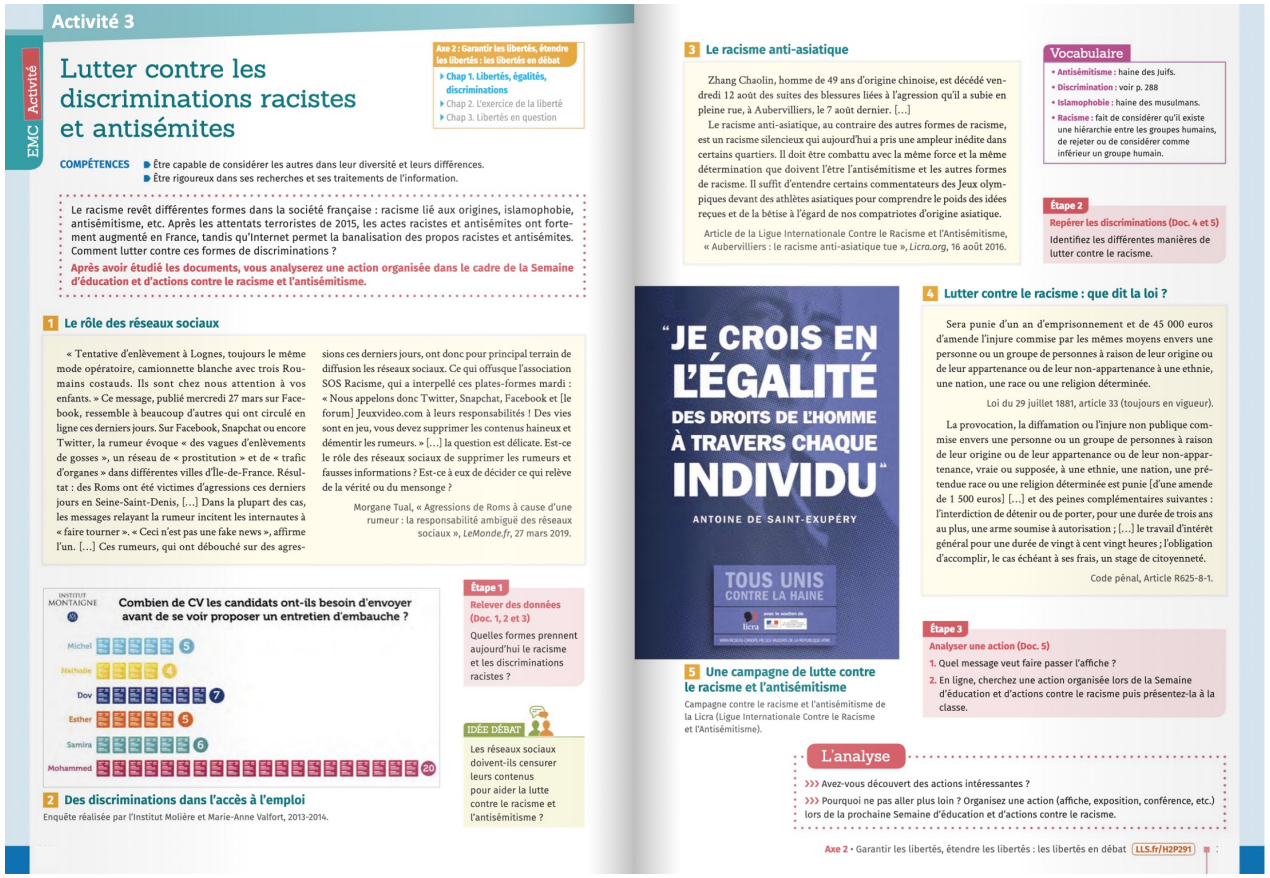
- ce peut être une affiche
- ce peut être un poème
- ce peut être un court-métrage
- ce peut être une chanson
- ce peut être une bande dessinée

💡 Soyez créatif dans la réalisation de votre production.

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

I. Garantir les libertés face aux discriminations

B. Les discriminations, obstacles à la liberté



Activité 3

EMC Activité

Lutter contre les discriminations racistes et antisémites

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Être capable de considérer les autres dans leur diversité et leurs différences.
- Être rigoureux dans ses recherches et ses traitements de l'information.

Le racisme revêt différentes formes dans la société française : racisme lié aux origines, islamophobie, antisémitisme, etc. Après les attentats terroristes de 2015, les actes racistes et antisémites ont fortement augmenté en France, tandis qu'Internet permet la banalisation des propos racistes et antisémites. Comment lutter contre ces formes de discriminations ?

Après avoir étudié les documents, vous analyserez une action organisée dans le cadre de la Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme.

1 Le rôle des réseaux sociaux

« Tentative d'enlèvement à Lognes, toujours le même mode opératoire, camionnette blanche avec trois Roumains costauds. Ils sont chez nous attention à vos enfants. » Ce message, publié mercredi 27 mars sur Facebook, ressemble à beaucoup d'autres qui ont circulé en ligne ces derniers jours. Sur Facebook, Snapchat ou encore Twitter, la rumeur évoque « des vagues d'enlèvements de gosses », un réseau de « prostitution » et de « trafic d'organes » dans différentes villes d'Île-de-France. Résultat : des Roms ont été victimes d'agressions ces derniers jours en Seine-Saint-Denis, […] Dans la plupart des cas, les messages relayant la rumeur incitent les internautes à « faire tourner ». « Ceci n'est pas une fake news », affirme l'un. […] Ces rumeurs, qui ont débouché sur des agressions ces derniers jours, ont donc pour principal terrain de diffusion les réseaux sociaux. Ce qui offusque l'association SOS Racisme, qui a interpellé ces plates-formes mardi : « Nous appelons donc Twitter, Snapchat, Facebook et [le forum] Jeuxvideo.com à leurs responsabilités ! Des vies sont en jeu, vous devez supprimer les contenus haineux et démentir les rumeurs. » […] la question est délicate. Est-ce le rôle des réseaux sociaux de supprimer les rumeurs et fausses informations ? Est-ce à eux de décider ce qui relève de la vérité ou du mensonge ?

Morgane Tual, « Agressions de Roms à cause d'une rumeur : la responsabilité ambiguë des réseaux sociaux », *LeMonde.fr*, 27 mars 2019.

INSTITUT MONTAIGNE
Combien de CV les candidats ont-ils besoin d'envoyer avant de se voir proposer un entretien d'embauche ?
Michel 5
Nathalie 4
Dov 7
Esther 5
Samira 6
Mohammed 20

2 Des discriminations dans l'accès à l'emploi
Enquête réalisée par l'Institut Molière et Marie-Anne Valfort, 2013-2014.

Étape 1
Relever des données (Doc. 1, 2 et 3)
Quelles formes prennent aujourd'hui le racisme et les discriminations racistes ?

IDÉE DÉBAT
Les réseaux sociaux doivent-ils censurer leurs contenus pour aider la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ?

3 Le racisme anti-asiatique

Zhang Chaolin, homme de 49 ans d'origine chinoise, est décédé vendredi 12 août des suites des blessures liées à l'agression qu'il a subie en pleine rue, à Aubervilliers, le 7 août dernier. […]

Le racisme anti-asiatique, au contraire des autres formes de racisme, est un racisme silencieux qui aujourd'hui a pris une ampleur inédite dans certains quartiers. Il doit être combattu avec la même force et la même détermination que doivent l'être l'antisémitisme et les autres formes de racisme. Il suffit d'entendre certains commentateurs des Jeux olympiques devant des athlètes asiatiques pour comprendre le poids des idées reçues et de la bêtise à l'égard de nos compatriotes d'origine asiatique.

Article de la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme, « Aubervilliers : le racisme anti-asiatique tue », *Licra.org*, 16 août 2016.

Vocabulaire
- **Antisémitisme** : haine des Juifs.
- **Discrimination** : voir p. 288
- **Islamophobie** : haine des musulmans.
- **Racisme** : fait de considérer qu'il existe une hiérarchie entre les groupes humains, de rejeter ou de considérer comme inférieur un groupe humain.

Étape 2
Repérer les discriminations (Doc. 4 et 5)
Identifiez les différentes manières de lutter contre le racisme.

"JE CROIS EN L'ÉGALITÉ DES DROITS DE L'HOMME À TRAVERS CHAQUE INDIVIDU"
ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY
TOUS UNIS CONTRE LA HAINE
licra

4 Lutter contre le racisme : que dit la loi ?

Sera punie d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende l'injure commise par les mêmes moyens envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Loi du 29 juillet 1881, article 33 (toujours en vigueur).

La provocation, la diffamation ou l'injure non publique commise envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une prétendue race ou une religion déterminée est punie [d'une amende de 1 500 euros] […] et des peines complémentaires suivantes : l'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de trois ans au plus, une arme soumise à autorisation ; […] le travail d'intérêt général pour une durée de vingt à cent vingt heures ; l'obligation d'accomplir, le cas échéant à ses frais, un stage de citoyenneté.

Code pénal, Article R625-8-1.

Étape 3
Analyser une action (Doc. 5)
1. Quel message veut faire passer l'affiche ?
2. En ligne, cherchez une action organisée lors de la Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme puis présentez-la à la classe.

5 Une campagne de lutte contre le racisme et l'antisémitisme
Campagne contre le racisme et l'antisémitisme de la Licra (Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme).

L'analyse
>>> Avez-vous découvert des actions intéressantes ?
>>> Pourquoi ne pas aller plus loin ? Organisez une action (affiche, exposition, conférence, etc.) lors de la prochaine Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme.

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P291

Étape 1

Relever des données (doc. 1 et 2)

Quelles formes variées prennent aujourd'hui le racisme et l'antisémitisme en France ?

Étape 2

Repérer les discriminations (doc. 4 et 5)

Identifiez les différentes manières de lutter contre le racisme et l'antisémitisme.

Étape 3

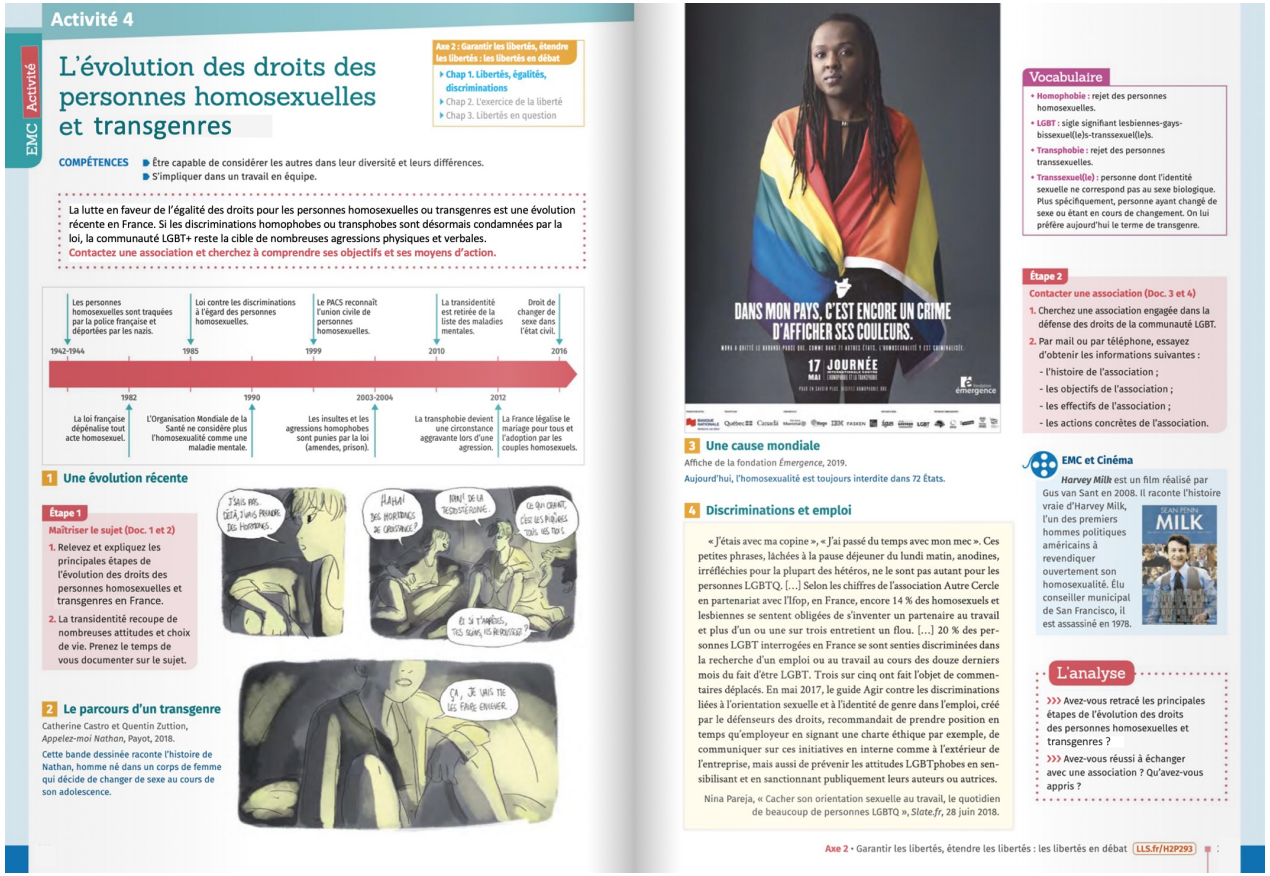
Analyser une action (doc. 5)

1. Quel message veut faire passer l'affiche ?
2. En ligne, cherchez une action organisée lors de la Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme puis présentez-la à la classe :
   - pensez à faire des captures d'écran de l'action choisie
   - prévoyez un diaporama pour présenter l'action
   - présentez les objectifs, les actions, les acteurs et les résultats
   - le diaporama ne doit pas contenir trop de texte

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

I. Garantir les libertés face aux discriminations

B. Les discriminations, obstacles à la liberté



Activité 4

EMC Activité

L'évolution des droits des personnes homosexuelles et transgenres

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Être capable de considérer les autres dans leur diversité et leurs différences.
- S'impliquer dans un travail en équipe.

La lutte en faveur de l'égalité des droits pour les personnes homosexuelles ou transgenres est une évolution récente en France. Si les discriminations homophobes ou transphobes sont désormais condamnées par la loi, la communauté LGBT+ reste la cible de nombreuses agressions physiques et verbales.
Contactez une association et cherchez à comprendre ses objectifs et ses moyens d'action.

- 1942-1944 : Les personnes homosexuelles sont traquées par la police française et déportées par les nazis.
- 1982 : La loi française dépénalise tout acte homosexuel.
- 1985 : Loi contre les discriminations à l'égard des personnes homosexuelles.
- 1990 : L'Organisation Mondiale de la Santé ne considère plus l'homosexualité comme une maladie mentale.
- 1999 : Le PACS reconnaît l'union civile de personnes homosexuelles.
- 2003-2004 : Les insultes et les agressions homophobes sont punies par la loi (amendes, prison).
- 2010 : La transidentité est retirée de la liste des maladies mentales.
- 2012 : La transphobie devient une circonstance aggravante lors d'une agression.
- 2016 : Droit de changer de sexe dans l'état civil. La France légalise le mariage pour tous et l'adoption par les couples homosexuels.

1 Une évolution récente

Étape 1
Maîtriser le sujet (Doc. 1 et 2)
1. Relevez et expliquez les principales étapes de l'évolution des droits des personnes homosexuelles et transgenres en France.
2. La transidentité recoupe de nombreuses attitudes et choix de vie. Prenez le temps de vous documenter sur le sujet.

2 Le parcours d'un transgenre
Catherine Castro et Quentin Zuttion, *Appelez-moi Nathan*, Payot, 2018.
Cette bande dessinée raconte l'histoire de Nathan, homme né dans un corps de femme qui décide de changer de sexe au cours de son adolescence.

3 Une cause mondiale
Affiche de la fondation *Émergence*, 2019.
Aujourd'hui, l'homosexualité est toujours interdite dans 72 États.

4 Discriminations et emploi

« J'étais avec ma copine », « J'ai passé du temps avec mon mec ». Ces petites phrases, lâchées à la pause déjeuner du lundi matin, anodines, irréfléchies pour la plupart des hétéros, ne le sont pas autant pour les personnes LGBTQ. […] Selon les chiffres de l'association Autre Cercle en partenariat avec l'Ifop, en France, encore 14 % des homosexuels et lesbiennes se sentent obligées de s'inventer un partenaire au travail et plus d'un ou une sur trois entretient un flou. […] 20 % des personnes LGBT interrogées en France se sont senties discriminées dans la recherche d'un emploi ou au travail au cours des douze derniers mois du fait d'être LGBT. Trois sur cinq ont fait l'objet de commentaires déplacés. En mai 2017, le guide Agir contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans l'emploi, créé par le défenseurs des droits, recommandait de prendre position en temps qu'employeur en signant une charte éthique par exemple, de communiquer sur ces initiatives en interne comme à l'extérieur de l'entreprise, mais aussi de prévenir les attitudes LGBTphobes en sensibilisant et en sanctionnant publiquement leurs auteurs ou autrices.

Nina Pareja, « Cacher son orientation sexuelle au travail, le quotidien de beaucoup de personnes LGBTQ », *Slate.fr*, 28 juin 2018.

Vocabulaire
- Homophobie : rejet des personnes homosexuelles.
- LGBT : sigle signifiant lesbiennes-gays-bissexuel(le)s-transsexuel(le)s.
- Transphobie : rejet des personnes transsexuelles.
- Transsexuel(le) : personne dont l'identité sexuelle ne correspond pas au sexe biologique. Plus spécifiquement, personne ayant changé de sexe ou étant en cours de changement. On lui préfère aujourd'hui le terme de transgenre.

Étape 2
Contacter une association (Doc. 3 et 4)
1. Cherchez une association engagée dans la défense des droits de la communauté LGBT.
2. Par mail ou par téléphone, essayez d'obtenir les informations suivantes :
- l'histoire de l'association ;
- les objectifs de l'association ;
- les effectifs de l'association ;
- les actions concrètes de l'association.

EMC et Cinéma
Harvey Milk est un film réalisé par Gus van Sant en 2008. Il raconte l'histoire vraie d'Harvey Milk, l'un des premiers hommes politiques américains à revendiquer ouvertement son homosexualité. Élu conseiller municipal de San Francisco, il est assassiné en 1978.

L'analyse
>>> Avez-vous retracé les principales étapes de l'évolution des droits des personnes homosexuelles et transgenres ?
>>> Avez-vous réussi à échanger avec une association ? Qu'avez-vous appris ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P293

Étape 1

Maîtriser le sujet (doc. 1 et 2)

1. Relevez et expliquez les principales étapes de l'évolution des droits des personnes homosexuelles et transgenres en France.
2. La transidentité recoupe de nombreuses attitudes et choix de vie. Prenez le temps de vous documenter sur le sujet par une recherche sur Internet.

Étape 2

Contacter une association (doc. 3 et 4)

1. Cherchez une association engagée dans la défense des droits LGBT :
   - lutte contre les discriminations : SOS homophobie, Acceptess-T
   - lutte pour le droit parental : Association des parents et futurs parents gays et lesbiens
   - lutte contre l'exclusion des jeunes : Le Refuge
   - lutte contre le VIH/sida : Sidaction, Aides, Act Up
2. Par mail ou par téléphone, essayez d'obtenir les informations suivantes :
   - l'histoire de l'association
   - les objectifs de l'association
   - les effectifs de l'association
   - les actions concrètes de l'association

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

I. Garantir les libertés face aux discriminations

B. Les discriminations, obstacles à la liberté

Activité 5

La lutte contre les discriminations

Les discriminations consistent à refuser des droits et des services en raison d'une seule caractéristique d'un individu comme son sexe, son âge, sa religion, sa couleur de peau…

Comment le gouvernement, les associations et les citoyens se mobilisent-ils pour dénoncer les discriminations ?

1 Des artistes engagés

Eddy de Pretto
Mêlant chanson, slam et rap, les textes crus du chanteur Eddy de Pretto portent un message fort contre l'homophobie et la transphobie.

Pochette de l'album *Cure*

Normal
« Penses-tu que j'suis responsable
Penses-tu que tu sors du tas
Penses-tu, mais pour qui tu te prends
Tu te crois sain, t'es juste insultant
Tiens, pour une fois, reste sans voix
Et, rassure-toi, je ne contamine pas
Puis assure-moi qu'avec ton p'tit minois
Tout restera simple et courtois
Nan, ne m'accuse pas, me descends pas
De pédéraste jusqu'au bout des doigts
Si tu veux, crie plus fort que tout
Sans rouge, vernis et fard à joues
Tu tentes de m'tuer de tes remarques,
De me vider à coups de hache […]
Je suis complètement normal,
Complètement banal
Je suis complètement normal,
Je suis con, tellement malade… »

© 2018 Universal Music Publishing France, Sony / ATV Music Publishing Allegro France / 404 Human / Cédric Janin.

Albert Cohen
À l'âge de 77 ans, l'écrivain juif Albert Cohen publie Ô vous, frères humains, *un livre qui révèle l'événement marquant qui a dévasté son enfance et marqué sa vie : sa découverte de l'antisémitisme. Le jour de ses dix ans (en 1905), Albert part à la recherche d'un cadeau pour sa mère dans les rues de Marseille. Il se laisse captiver par un camelot qui, soudain, l'insulte à cause de sa religion.*

Ô vous, frères humains d'après Albert Cohen / Luz (dessin). Dist. La Collection, © Futuropolis, 2016.

2 Le Défenseur des droits

En France, une personne discriminée peut saisir le Défenseur des droits, une autorité indépendante chargée de veiller à la protection des droits et des libertés et de promouvoir l'égalité.

« Bastien, Maxence et Ilias ont saisi le Défenseur des droits, suite à un refus d'accès à des activités de jet ski opposé par une base nautique, et ce bien qu'ils puissent lire sur les lèvres. Pour justifier le refus, le gérant de la base nautique a invoqué des impératifs de sécurité. Il a indiqué, d'une part, que ses animateurs n'étaient pas formés et que l'activité était particulièrement dangereuse et, d'autre part, qu'il n'était pas possible de réaliser le briefing obligatoire avant la sortie en mer en raison de la surdité de Bastien, Maxence et Ilias. […]

Le Défenseur des droits a rappelé que les animateurs de la base nautique possédaient les compétences pour encadrer tout type de public, y compris les personnes en situation de handicap. Il a estimé que la surdité de Bastien, Maxence et Ilias ne posait pas de difficultés pour le briefing obligatoire avant la sortie en mer dans la mesure où des aménagements simples permettaient de le réaliser.

Le Défenseur des droits a décidé de recommander au ministre de la Transition écologique et solidaire, à la ministre des Sports, au directeur des affaires maritimes et à la Fédération française motonautique d'engager une réflexion sur les aménagements susceptibles d'être mis en place pour permettre aux personnes sourdes d'avoir accès aux activités d'initiation et de randonnée encadrées en véhicule nautique à moteur. »

Le Défenseur des droits, « Bastien, Maxence, et Ilias, victimes de discrimination en raison de leur surdité », www.defenseurdesdroits.fr, 23 octobre 2017.

Photographie de Bastien, Maxence et Ilias.

Affiche du ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, 2016.

Affiche publiée par la LICRA, le MRAP, la Ligue des droits de l'Homme et SOS racisme, 2015.

3 Des campagnes d'information contre les discriminations

Il existe 20 critères de discriminations interdits par la loi. Parmi eux : l'âge, l'apparence physique, l'appartenance ou non à une ethnie, l'appartenance ou non à une religion déterminée, l'orientation sexuelle, le handicap, le patronyme, le sexe, l'origine, le lieu de résidence.
Des campagnes d'affichage sont organisées par le gouvernement ou des associations pour lutter contre ces discriminations.

NOTIONS

Antisémitisme : haine et rejet des Juifs.
Discrimination : fait de considérer et de traiter différemment quelqu'un à cause d'une ou de plusieurs caractéristiques (couleur de peau, sexe…).
Homophobie : rejet de l'homosexualité et des homosexuels.
Transphobie : rejet des personnes transsexuelles ou transgenres.

Questions

1. Sous quel angle Eddy de Pretto choisit-il d'aborder l'homophobie ? (doc. 1)
2. Comment la parole antisémite est-elle représentée dans le dessin de Luz ? (doc. 1)
3. Pourquoi ces trois jeunes ont-ils saisi le Défenseur des droits ? (doc. 2)
4. Quelles mesures le Défenseur des droits a-t-il prises ? (doc. 2)
5. À quelles discriminations ces deux affiches sensibilisent-elles ? Qui en est à l'origine ? (doc. 3)
6. Quel message ces affiches veulent-elles faire passer ? (doc. 3)

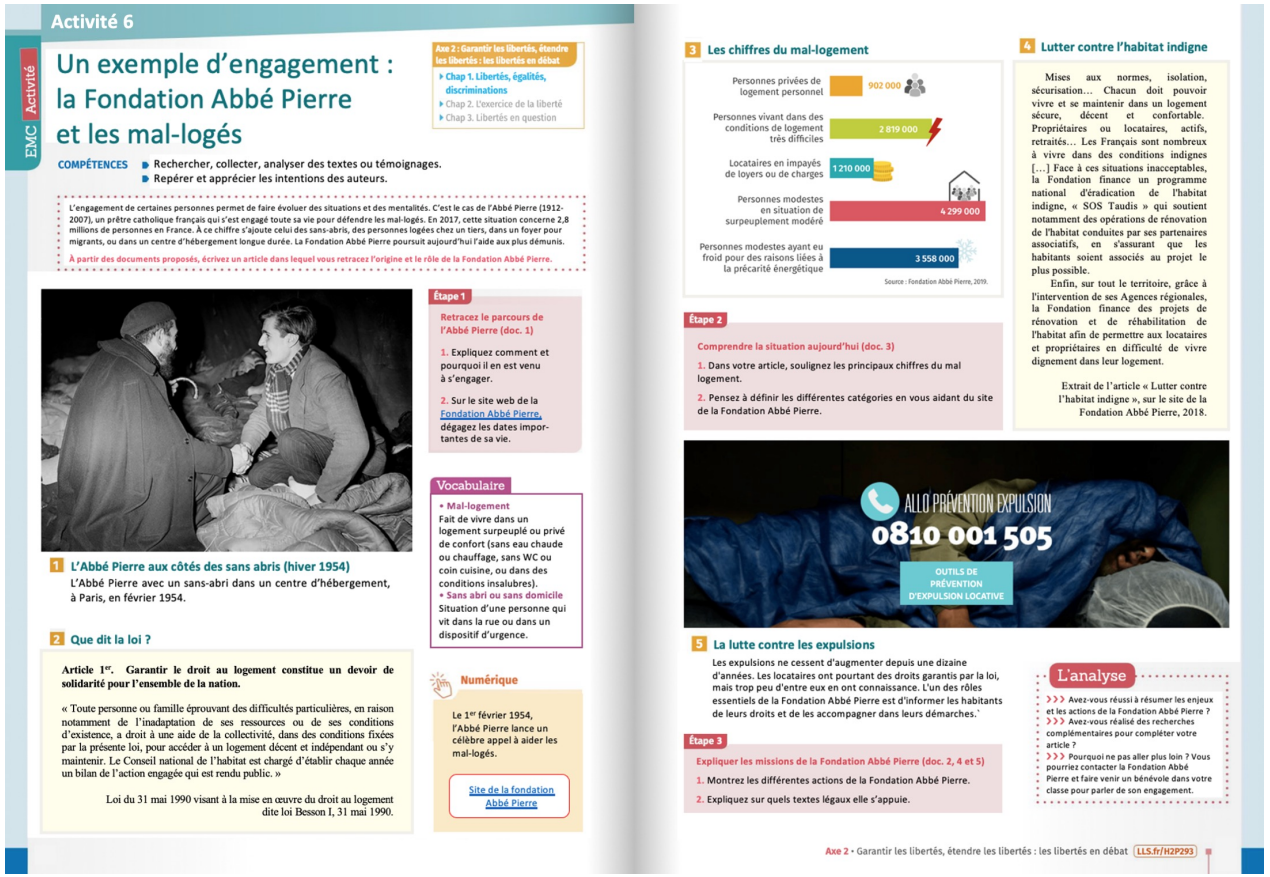
Questions

1. Sous quel angle Eddy de Pretto choisit-il d'aborder l'homophobie ? (doc. 1)
2. Comment la parole antisémite est-elle représentée dans le dessin de Luz ? (doc. 1)
3. Pourquoi ces trois jeunes ont-ils saisi le Défenseur des droits ? (doc. 2)
4. Quelles mesures le Défenseur des droits a-t-il prises ? (doc. 2)
5. À quelles discriminations ces deux affiches sensibilisent-elles ? Qui en est à l'origine ? (doc. 3)
6. Quel message des affiches veulent-elles faire passer ? (doc. 3)
7. Tracez une carte mentale montrant par quels moyens les associations, les citoyens et les gouvernement se mobilisent concrètement pour dénoncer les discriminations.

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

I. Garantir les libertés face aux discriminations

C. Des acteurs luttant contre les discriminations



Activité 6

EMC Activité

Un exemple d'engagement : la Fondation Abbé Pierre et les mal-logés

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Rechercher, collecter, analyser des textes ou témoignages.
- Repérer et apprécier les intentions des auteurs.

L'engagement de certaines personnes permet de faire évoluer des situations et des mentalités. C'est le cas de l'Abbé Pierre (1912-2007), un prêtre catholique français qui s'est engagé toute sa vie pour défendre les mal-logés. En 2017, cette situation concerne 2,8 millions de personnes en France. À ce chiffre s'ajoute celui des sans-abris, des personnes logées chez un tiers, dans un foyer pour migrants, ou dans un centre d'hébergement longue durée. La Fondation Abbé Pierre poursuit aujourd'hui l'aide aux plus démunis.

À partir des documents proposés, écrivez un article dans lequel vous retracez l'origine et le rôle de la Fondation Abbé Pierre.

1 L'Abbé Pierre aux côtés des sans abris (hiver 1954)
L'Abbé Pierre avec un sans-abri dans un centre d'hébergement, à Paris, en février 1954.

2 Que dit la loi ?

Article 1er. Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation.

« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans des conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir. Le Conseil national de l'habitat est chargé d'établir chaque année un bilan de l'action engagée qui est rendu public. »

Loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement dite loi Besson I, 31 mai 1990.

Étape 1
Retracez le parcours de l'Abbé Pierre (doc. 1)
1. Expliquez comment et pourquoi il en est venu à s'engager.
2. Sur le site web de la Fondation Abbé Pierre, dégagez les dates importantes de sa vie.

Vocabulaire
- Mal-logement
Fait de vivre dans un logement surpeuplé ou privé de confort (sans eau chaude ou chauffage, sans WC ou coin cuisine, ou dans des conditions insalubres).
- Sans abri ou sans domicile
Situation d'une personne qui vit dans la rue ou dans un dispositif d'urgence.

Numérique
Le 1er février 1954, l'Abbé Pierre lance un célèbre appel à aider les mal-logés.
Site de la fondation Abbé Pierre

3 Les chiffres du mal-logement
- Personnes privées de logement personnel : 902 000
- Personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles : 2 819 000
- Locataires en impayés de loyers ou de charges : 1 210 000
- Personnes modestes en situation de surpeuplement modéré : 4 299 000
- Personnes modestes ayant eu froid pour des raisons liées à la précarité énergétique : 3 558 000

Source : Fondation Abbé Pierre, 2019.

4 Lutter contre l'habitat indigne

Mises aux normes, isolation, sécurisation… Chacun doit pouvoir vivre et se maintenir dans un logement sécure, décent et confortable. Propriétaires ou locataires, actifs, retraités… Les Français sont nombreux à vivre dans des conditions indignes […] Face à ces situations inacceptables, la Fondation finance un programme national d'éradication de l'habitat indigne, « SOS Taudis » qui soutient notamment des opérations de rénovation de l'habitat conduites par ses partenaires associatifs, en s'assurant que les habitants soient associés au projet le plus possible.

Enfin, sur tout le territoire, grâce à l'intervention de ses Agences régionales, la Fondation finance des projets de rénovation et de réhabilitation de l'habitat afin de permettre aux locataires et propriétaires en difficulté de vivre dignement dans leur logement.

Extrait de l'article « Lutter contre l'habitat indigne », sur le site de la Fondation Abbé Pierre, 2018.

Étape 2
Comprendre la situation aujourd'hui (doc. 3)
1. Dans votre article, soulignez les principaux chiffres du mal logement.
2. Pensez à définir les différentes catégories en vous aidant du site de la Fondation Abbé Pierre.

ALLO PRÉVENTION EXPULSION
0810 001 505
OUTILS DE PRÉVENTION D'EXPULSION LOCATIVE

5 La lutte contre les expulsions
Les expulsions ne cessent d'augmenter depuis une dizaine d'années. Les locataires ont pourtant des droits garantis par la loi, mais trop peu d'entre eux en ont connaissance. L'un des rôles essentiels de la Fondation Abbé Pierre est d'informer les habitants de leurs droits et de les accompagner dans leurs démarches.

Étape 3
Expliquer les missions de la Fondation Abbé Pierre (doc. 2, 4 et 5)
1. Montrez les différentes actions de la Fondation Abbé Pierre.
2. Expliquez sur quels textes légaux elle s'appuie.

L'analyse
>>> Avez-vous réussi à résumer les enjeux et les actions de la Fondation Abbé Pierre ?
>>> Avez-vous réalisé des recherches complémentaires pour compléter votre article ?
>>> Pourquoi ne pas aller plus loin ? Vous pourriez contacter la Fondation Abbé Pierre et faire venir un bénévole dans votre classe pour parler de son engagement.

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P293

Étape 1

Retracez le parcours de l'Abbé Pierre (doc. 1)

1. Expliquez comment et pourquoi il en est venu à s'engager.
2. Sur le site web de la Fondation Abbé Pierre, dégagez les dates importantes de sa vie.

Étape 2

Comprendre la situation aujourd'hui (doc. 3)

1. Dans votre article, soulignez les principaux chiffres du mal-logement.
2. Pensez à définir les différentes catégories en vous aidant du site de la Fondation Abbé Pierre.

Étape 3

Expliquez les missions de la fondation Abbé Pierre pour les mal-logés (doc. 2, 4 et 5)

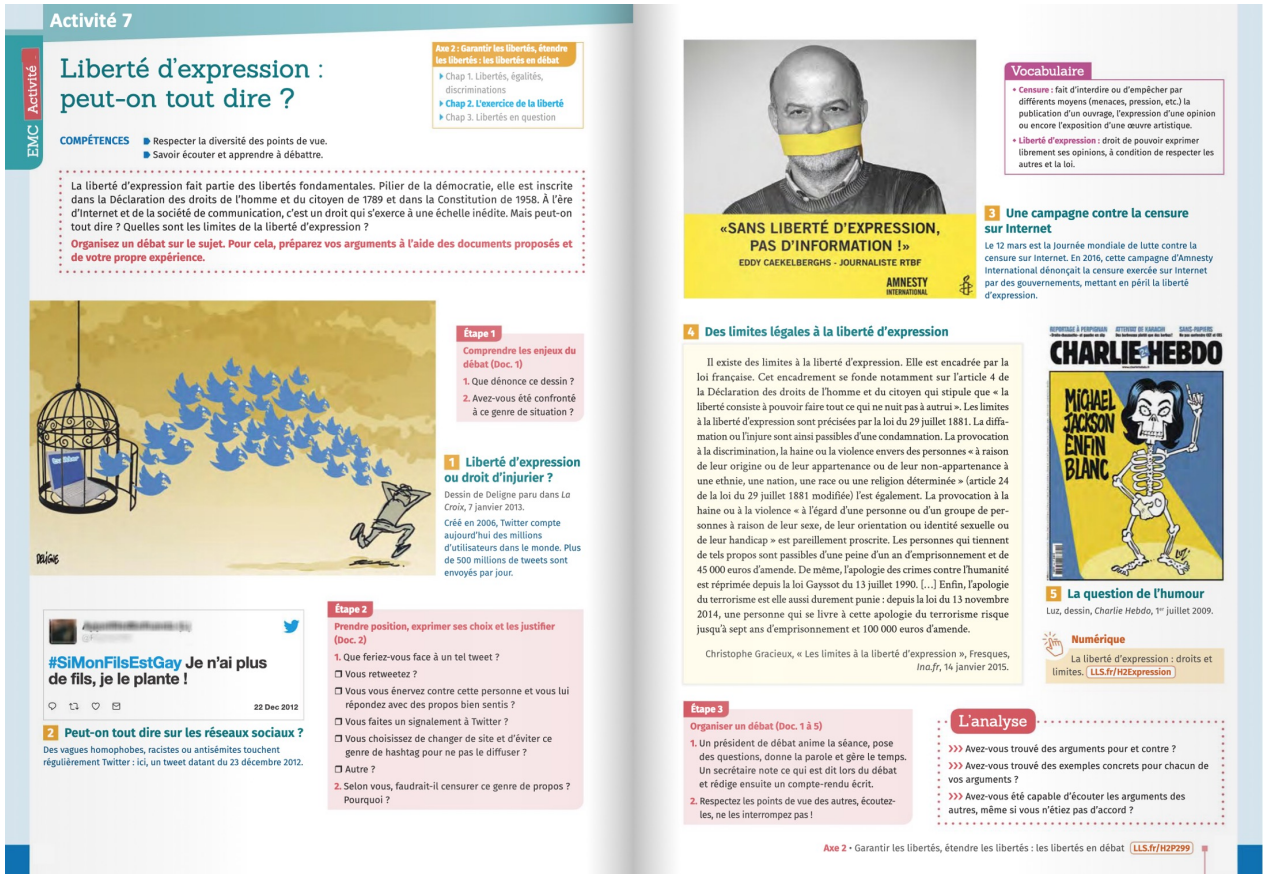
1. Dans l'article, montrez les différentes actions de la Fondation Abbé Pierre.
2. Expliquez sur quels textes légaux elle s'appuie.

💡 Pour rédiger votre article, inspirez-vous de la structure d'un article :
- titre, introduction, texte en colonnes
- une photographie, souvent située en haut à droite

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

II. Exercer les libertés dans la vie quotidienne

A. Des libertés d'opinion et d'expression



Activité 7

EMC Activité

Liberté d'expression : peut-on tout dire ?

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Respecter la diversité des points de vue.
- Savoir écouter et apprendre à débattre.

La liberté d'expression fait partie des libertés fondamentales. Pilier de la démocratie, elle est inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et dans la Constitution de 1958. À l'ère d'Internet et de la société de communication, c'est un droit qui s'exerce à une échelle inédite. Mais peut-on tout dire ? Quelles sont les limites de la liberté d'expression ?

Organisez un débat sur le sujet. Pour cela, préparez vos arguments à l'aide des documents proposés et de votre propre expérience.

Étape 1
Comprendre les enjeux du débat (Doc. 1)
1. Que dénonce ce dessin ?
2. Avez-vous été confronté à ce genre de situation ?

1 Liberté d'expression ou droit d'injurier ?
Dessin de Deligne paru dans *La Croix*, 7 janvier 2013.
Créé en 2006, Twitter compte aujourd'hui des millions d'utilisateurs dans le monde. Plus de 500 millions de tweets sont envoyés par jour.

#SiMonFilsEstGay Je n'ai plus de fils, je le plante !
22 Dec 2012

2 Peut-on tout dire sur les réseaux sociaux ?
Des vagues homophobes, racistes ou antisémites touchent régulièrement Twitter : ici, un tweet datant du 23 décembre 2012.

Étape 2
Prendre position, exprimer ses choix et les justifier (Doc. 2)
1. Que feriez-vous face à un tel tweet ?
❒ Vous retweetez ?
❒ Vous vous énervez contre cette personne et vous lui répondez avec des propos bien sentis ?
❒ Vous faites un signalement à Twitter ?
❒ Vous choisissez de changer de site et d'éviter ce genre de hashtag pour ne pas le diffuser ?
❒ Autre ?
2. Selon vous, faudrait-il censurer ce genre de propos ? Pourquoi ?

«SANS LIBERTÉ D'EXPRESSION, PAS D'INFORMATION !»
EDDY CAEKELBERGHS - JOURNALISTE RTBF
AMNESTY INTERNATIONAL

Vocabulaire
- Censure : fait d'interdire ou d'empêcher par différents moyens (menaces, pression, etc.) la publication d'un ouvrage, l'expression d'une opinion ou encore l'exposition d'une œuvre artistique.
- Liberté d'expression : droit de pouvoir exprimer librement ses opinions, à condition de respecter les autres et la loi.

3 Une campagne contre la censure sur Internet
Le 12 mars est la Journée mondiale de lutte contre la censure sur Internet. En 2016, cette campagne d'Amnesty International dénonçait la censure exercée sur Internet par des gouvernements, mettant en péril la liberté d'expression.

4 Des limites légales à la liberté d'expression
Il existe des limites à la liberté d'expression. Elle est encadrée par la loi française. Cet encadrement se fonde notamment sur l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui stipule que « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ». Les limites à la liberté d'expression sont précisées par la loi du 29 juillet 1881. La diffamation ou l'injure sont ainsi passibles d'une condamnation. La provocation à la discrimination, la haine ou la violence envers des personnes « à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée » (article 24 de la loi du 29 juillet 1881 modifiée) l'est également. La provocation à la haine ou à la violence « à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur handicap » est pareillement proscrite. Les personnes qui tiennent de tels propos sont passibles d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. De même, l'apologie des crimes contre l'humanité est réprimée depuis la loi Gayssot du 13 juillet 1990. […] Enfin, l'apologie du terrorisme est elle aussi durement punie : depuis la loi du 13 novembre 2014, une personne qui se livre à cette apologie du terrorisme risque jusqu'à sept ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende.

Christophe Gracieux, « Les limites à la liberté d'expression », Fresques, *Ina.fr*, 14 janvier 2015.

CHARLIE HEBDO
MICHAEL JACKSON ENFIN BLANC

5 La question de l'humour
Luz, dessin, *Charlie Hebdo*, 1er juillet 2009.

Numérique
La liberté d'expression : droits et limites. LLS.fr/H2Expression

Étape 3
Organiser un débat (Doc. 1 à 5)
1. Un président de débat anime la séance, pose des questions, donne la parole et gère le temps. Un secrétaire note ce qui est dit lors du débat et rédige ensuite un compte-rendu écrit.
2. Respectez les points de vue des autres, écoutez-les, ne les interrompez pas !

L'analyse
>>> Avez-vous trouvé des arguments pour et contre ?
>>> Avez-vous trouvé des exemples concrets pour chacun de vos arguments ?
>>> Avez-vous été capable d'écouter les arguments des autres, même si vous n'étiez pas d'accord ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P299

Étape 1

Comprendre les enjeux du débat (doc. 1)

1. Que dénonce le dessin ?
2. Avez-vous été confronté à ce genre de situation ?

Étape 2

Prendre position, exprimer ses choix et les justifier (doc. 2)

1. Que feriez-vous face à un tel tweet ?
❑ vous retweetez ?
❑ vous vous énervez contre cette personne et vous lui répondez ?
❑ vous faites un signalement à Twitter ?
❑ vous choisissez de changer de site et d'éviter ce genre de hashtag ?
❑ Autre ?
2. Selon vous, faudrait-il censurer ce genre de propos ? Pourquoi ?

Étape 3

Organiser un débat (doc. 1 à 5)

1. Un président anime la séance, pose des questions, donne la parole et gère le temps. Un secrétaire note ce qui est dit et rédige un compte-rendu.
2. Respectez les points de vue des autres : écoutez-les et ne les coupez pas !

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

II. Exercer les libertés dans la vie quotidienne

A. Des libertés d'opinion et d'expression

Activité 8

EMC Activité

Les libertés numériques

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Identifier différents types de documents et les contextualiser.
- Rechercher, collecter, analyser et savoir publier des textes ou témoignages.

Les libertés évoluent avec la société : avec l'essor d'Internet, on parle désormais de libertés numériques pour désigner les droits individuels que l'on exerce sur la Toile. Traces laissées sur Internet, droit à l'anonymat, protection des données, sont de nouveaux enjeux clés de notre société hyper-connectée.

Par groupe, réalisez un livret intitulé « Les libertés numériques expliquées à mon petit frère/ma petite sœur ». Collectez des informations sur les libertés numériques puis créez votre livret explicatif.

1 Libertés et protection des données : que dit la loi ?

« L'informatique doit être au service de chaque citoyen. Son développement doit s'opérer dans le cadre de la coopération internationale. Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques. Toute personne dispose du droit de décider et de contrôler les usages qui sont faits des données à caractère personnel la concernant, dans les conditions fixées par la présente loi. »

Loi « informatique et libertés » du 7 octobre 2016, article 1er.

Étape 1
Collecter des informations sur les libertés numériques (Doc. 1)
Comment est définie la liberté numérique dans la loi ?

Numérique
Protéger sa vie privée sur Internet en 6 étapes, avec Le Rire Jaune et la CNIL.
LLS.fr/H2RireJaune

Étape 2
Comprendre les risques (Doc. 2 et 3)
Quelles traces laissons-nous sur Internet ? En quoi cela remet-il en cause nos libertés numériques ?

2 Le big data et ses dangers
Martin Vidberg, « Faut-il s'inscrire sur Facebook ? », dessin sur *LeMonde.fr*, 20 février 2009.

3 Données personnelles et identité numérique

4 L'open data : les données en libre accès

À quoi servent les données ouvertes ?

L'ouverture des données (open data) vise à encourager la réutilisation des données au-delà de leur utilisation première par l'administration. En utilisant, directement ou *via* des applications, des données publiées sur la plateforme « data.gouv.fr », on peut par exemple :
- répondre à des questions ;
- prendre des décisions, pour soi, sa commune, son association ou son entreprise ;
- bénéficier de services utiles au quotidien : pour se déplacer, éviter le gaspillage alimentaire, connaître les services publics à proximité de son domicile ;
- encourager la transparence démocratique des institutions et des élus, par exemple : connaître l'utilisation de la réserve parlementaire, les budgets de l'État et des collectivités, les titres de presse aidés par l'État.

Extrait du site *Data.gouv.fr*.

Vocabulaire
- Big data : expression désignant les données numériques qui sont collectées et stockées dans le monde.
- Darknet : réseau Internet parallèle et anonyme.
- Données numériques : ensemble des informations collectées sur Internet.
- Open data : donnée numérique dont l'accès est libre et gratuit.

Numérique
Sur les données numériques et le big data, un épisode de #Datagueule.
LLS.fr/H2DataGueule

Étape 3
Comprendre les notions (Doc. 4, 5 et 6)
Définissez les principales notions (open data, Darknet, données).

5 La maison connectée, un risque pour la liberté individuelle ?
Publicité pour Leclerc et Google Home, 2018.

6 Le Darknet entre danger et libertés

Le Darknet est le lieu de tous les fantasmes et de toutes les contradictions : si des trafics en tout genre s'y déroulent, il est aussi un grand espace de liberté, d'anonymat et de privacité. Fonctionnant sur la même structure physique que le Web mais avec des logiciels différents, il est aussi difficile à pénétrer qu'à étudier. […] Le Web est devenu une sorte de « club » figé assez centralisé, car géré par de grandes firmes pour favoriser l'e-commerce. […] Le Darknet, lui, décentralise beaucoup plus la diffusion des messages […]. Né dans et avec l'esprit de l'*underground*, [le Web] s'est institutionnalisé, commercialisé et figé dans une structure optimisant la productivité…

Roman Ikonicoff, « Le Darknet est devenu beaucoup plus résistant que le Web », *Science&Vie*, 19 mars 2017.

IDÉE DÉBAT
Faut-il se priver d'Internet pour échapper à la surveillance ?

Étape 4
Fabriquer son livret (Doc. 1 à 6)
Reprenez les informations collectées, organisez-les en différents thèmes et composez votre livret explicatif.

Numérique
Qu'est-ce que le Darknet ? Est-ce un Internet libre ? Une vidéo de Décod'Actu, sur France TV. LLS.fr/H2DecodActu

L'analyse
- Votre livret explique-t-il de façon claire les libertés numériques ? Cite-t-il les textes de lois importants ?
- Est-il agréable à lire ? Les illustrations sont-elles sourcées ?
- Avez-vous expliqué les mots difficiles ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P297

Étape 1

Collecter des informations sur les libertés numériques (doc. 1)

Comment est définie la liberté numérique dans la loi ?

Étape 2

Comprendre les risques (doc. 2 et 3)

1. Quelles traces laissons-nous sur Internet ?
2. En quoi cela remet-il en cause nos libertés numériques ?

Étape 3

Comprendre les notions (doc. 4, 5 et 6)

Définissez les principales notions (open date, *Darknet*, données…)

Étape 4

Fabriquer son livret (doc. 1 à 6)

Reprenez les informations collectées, organisez-les en différents thèmes et composez votre livret explicatif :

- ce qu'est la liberté numérique
- les traces laissées et la remise en cause de notre liberté

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

II. Exercer les libertés dans la vie quotidienne

B. La laïcité et la liberté de conscience

Activité 9

Laïcité et liberté de conscience

« La vraie liberté, c'est pouvoir toute chose sur soi. » Michel de Montaigne (1582)

La République française défend le principe de laïcité et la liberté de conscience. Aucune religion n'est favorisée tandis que toutes les croyances sont acceptées.

De quelle manière la laïcité garantit-elle et encadre-t-elle la liberté de conscience ? Comment cette liberté peut-elle être menacée ?

1 Ce que dit la loi

• **Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, 1789 (extraits)**

« **Art. 10.** Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Art. 11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. »

• **Loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État (extraits)**

« **Art. 1.** La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Art. 2. La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. »

2 La laïcité dans les établissements scolaires

La Charte de la laïcité, 2013 (extraits)

1 La France est **une République indivisible, laïque, démocratique et sociale**. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens. Elle respecte toutes les croyances.

3 La laïcité garantit **la liberté de conscience** à tous. **Chacun est libre de croire ou de ne pas croire.** Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.

6 La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. **Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression** qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

8 La laïcité permet l'exercice **de la liberté d'expression** des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

12 **Les enseignements sont laïques.** Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, **aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique.** Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

13 Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.

3 La laïcité pour penser par soi-même

Abdennour Bidar (né en 1971) est philosophe. Il est membre de l'Observatoire de la laïcité depuis 2013.

« La laïcité en France renvoie d'abord à une loi très importante dans l'Histoire de France : la loi du 9 décembre 1905. En 1905, la loi de laïcité sépare les Églises de l'État. Cela veut dire que l'État n'a plus de pouvoir religieux et que la religion n'a plus de pouvoir politique. Aucune religion ne peut imposer à un citoyen de croire en quoi que ce soit, aucune religion n'a le pouvoir d'interdire à un citoyen de croire en quoi que ce soit. […]

Le bénéfice du principe de laïcité est de garantir la liberté de conscience. […]

L'ensemble des citoyens sont à égalité. La laïcité est au bénéfice de la liberté de conscience de chacun et de l'égalité entre les libertés de conscience. […]

C'est le moyen que la République française et la société française ont trouvé pour permettre à tous les citoyens, avec leurs différences de conviction, de vivre ensemble dans la justice, la justice de l'égalité, la justice de la liberté de conscience pour chacun et dans la paix […] ; c'est une manière d'éliminer la violence. […]

La Charte de la laïcité à l'école est composée d'un certain nombre d'articles qui expliquent le sens de la laïcité dans la République en général et, de façon plus particulière, à l'école. La laïcité à l'école, c'est la condition pour l'élève de penser par lui-même. Penser par soi-même, c'est faire ses propres choix, prendre ses propres décisions, déterminer ses opinions politiques ou ses croyances. […]

Pour les élèves, respecter le principe de laïcité, c'est respecter la condition d'autrui. C'est respecter la position de l'autre, respecter l'autre, qu'il soit d'accord avec nous ou pas. La laïcité permet de fixer un certain nombre de ces limites lorsque des élèves parlent de leurs convictions. »

Transcription de l'interview réalisée par les Éditions Magnard en 2016. Visionnez la totalité de l'interview :

Vidéo | 3 min 40
lienmini.fr/emc-lgc-02
Interview « Qu'est-ce que la laïcité ? »

4 Le pluralisme religieux défendu par un artiste engagé

Œuvre de Combo (personnage à droite), 2015.

Ce street-artiste né d'un père libanais chrétien et d'une mère marocaine musulmane, réalise des œuvres engagées dans les rues de plusieurs villes du monde, à l'aide de collages et de bombes aérosols.
Après les attentats de janvier 2015, il inscrit sur les murs des séries de « Coexist » ; il se fait violemment agresser à Paris pour cette raison.

NOTIONS

Laïcité : principe selon lequel l'État ne favorise aucune religion et garantit à chacun sa liberté de conscience et la liberté d'expression de ces convictions.

Pluralisme religieux : système reconnaissant l'existence de plusieurs opinions religieuses.

Tolérance : respect de la liberté de conscience ; ouverture d'esprit à l'égard de celles et ceux qui pratiquent une religion différente.

Questions

1. Pourquoi la laïcité protège-t-elle la liberté de croire ou de ne pas croire ? (doc. 1 et 3)
2. Qu'est-ce que le prosélytisme ? Pourquoi, d'après l'article 6, la laïcité à l'École est-elle nécessaire ? (doc. 2)
3. Citez deux obligations et deux interdictions que doivent respecter les élèves et le personnel dans les établissements scolaires. (doc. 2)
4. Citez plusieurs raisons pour lesquelles la laïcité a été instaurée. (doc. 3)
5. Identifiez les trois symboles présents sur l'œuvre. Pourquoi peut-on dire qu'ils représentent la diversité religieuse de la France ? (doc. 4)
6. Dans un texte structuré, énoncez les valeurs et les objectifs défendus par la laïcité, puis citez les règles qu'elle implique.

EMC 2de • La liberté, les libertés

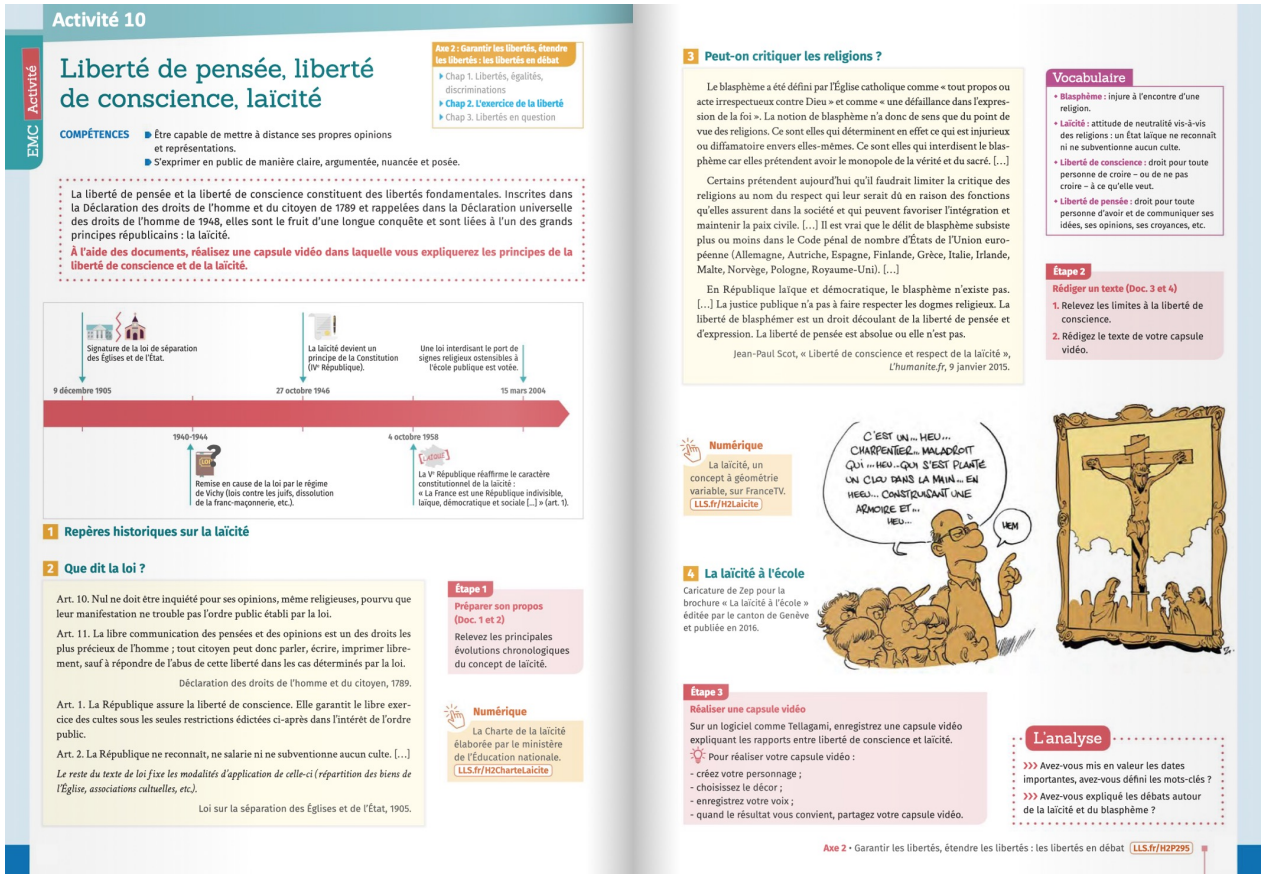
Questions

1. Pourquoi la laïcité protège-t-elle la liberté de croire ou de ne pas croire ? (doc. 1 et 3)
2. Qu'est-ce que le prosélytisme ? Pourquoi, d'après l'article 6, la laïcité à l'École est-elle nécessaire ? (doc. 2)
3. Citez deux obligations et deux interdictions que doivent respecter les élèves et le personnel dans les établissements scolaires. (doc. 2)
4. Citez plusieurs raisons pour lesquelles la laïcité a été instaurée. (doc. 3)
5. Identifiez les trois symboles présents sur l'œuvre. Pourquoi peut-on dire qu'ils représentent la diversité religieuse de la France ? (doc. 4)
6. Réalisez une publicité (affiche, spot télé ou clip radio) énonçant les valeurs et les objectifs défendus par la laïcité, puis citez les règles qu'elle implique.

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

II. Exercer les libertés dans la vie quotidienne

B. La laïcité et la liberté de conscience



Activité 10

EMC Activité

Liberté de pensée, liberté de conscience, laïcité

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Être capable de mettre à distance ses propres opinions et représentations.
- S'exprimer en public de manière claire, argumentée, nuancée et posée.

La liberté de pensée et la liberté de conscience constituent des libertés fondamentales. Inscrites dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et rappelées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, elles sont le fruit d'une longue conquête et sont liées à l'un des grands principes républicains : la laïcité.

À l'aide des documents, réalisez une capsule vidéo dans laquelle vous expliquerez les principes de la liberté de conscience et de la laïcité.

9 décembre 1905 — Signature de la loi de séparation des Églises et de l'État.

27 octobre 1946 — La laïcité devient un principe de la Constitution (IVe République).

15 mars 2004 — Une loi interdisant le port de signes religieux ostensibles à l'école publique est votée.

1940-1944 — Remise en cause de la loi par le régime de Vichy (lois contre les juifs, dissolution de la franc-maçonnerie, etc.).

4 octobre 1958 — Extrait — La Ve République réaffirme le caractère constitutionnel de la laïcité : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale […] » (art. 1).

1 Repères historiques sur la laïcité

2 Que dit la loi ?

Art. 10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Art. 11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789.

Art. 1. La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Art. 2. La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. […]

Le reste du texte de loi fixe les modalités d'application de celle-ci (répartition des biens de l'Église, associations cultuelles, etc.).

Loi sur la séparation des Églises et de l'État, 1905.

Étape 1
Préparer son propos (Doc. 1 et 2)
Relevez les principales évolutions chronologiques du concept de laïcité.

Numérique
La Charte de la laïcité élaborée par le ministère de l'Éducation nationale. LLS.fr/H2CharteLaïcite

3 Peut-on critiquer les religions ?

Le blasphème a été défini par l'Église catholique comme « tout propos ou acte irrespectueux contre Dieu » et comme « une défaillance dans l'expression de la foi ». La notion de blasphème n'a donc de sens que du point de vue des religions. Ce sont elles qui déterminent en effet ce qui est injurieux ou diffamatoire envers elles-mêmes. Ce sont elles qui interdisent le blasphème car elles prétendent avoir le monopole de la vérité et du sacré. […]

Certains prétendent aujourd'hui qu'il faudrait limiter la critique des religions au nom du respect qui leur serait dû en raison des fonctions qu'elles assurent dans la société et qui peuvent favoriser l'intégration et maintenir la paix civile. […] Il est vrai que le délit de blasphème subsiste plus ou moins dans le Code pénal de nombre d'États de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Espagne, Finlande, Grèce, Italie, Irlande, Malte, Norvège, Pologne, Royaume-Uni). […]

En République laïque et démocratique, le blasphème n'existe pas. […] La justice publique n'a pas à faire respecter les dogmes religieux. La liberté de blasphémer est un droit découlant de la liberté de pensée et d'expression. La liberté de pensée est absolue ou elle n'est pas.

Jean-Paul Scot, « Liberté de conscience et respect de la laïcité », *L'humanite.fr*, 9 janvier 2015.

Vocabulaire
- **Blasphème** : injure à l'encontre d'une religion.
- **Laïcité** : attitude de neutralité vis-à-vis des religions : un État laïque ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte.
- **Liberté de conscience** : droit pour toute personne de croire – ou de ne pas croire – à ce qu'elle veut.
- **Liberté de pensée** : droit pour toute personne d'avoir et de communiquer ses idées, ses opinions, ses croyances, etc.

Étape 2
Rédiger un texte (Doc. 3 et 4)
1. Relevez les limites à la liberté de conscience.
2. Rédigez le texte de votre capsule vidéo.

Numérique
La laïcité, un concept à géométrie variable, sur FranceTV. LLS.fr/H2Laïcite

4 La laïcité à l'école
Caricature de Zep pour la brochure « La laïcité à l'école » éditée par le canton de Genève et publiée en 2016.

Étape 3
Réaliser une capsule vidéo
Sur un logiciel comme Tellagami, enregistrez une capsule vidéo expliquant les rapports entre liberté de conscience et laïcité.
Pour réaliser votre capsule vidéo :
- créez votre personnage ;
- choisissez le décor ;
- enregistrez votre voix ;
- quand le résultat vous convient, partagez votre capsule vidéo.

L'analyse
- Avez-vous mis en valeur les dates importantes, avez-vous défini les mots-clés ?
- Avez-vous expliqué les débats autour de la laïcité et du blasphème ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P295

Étape 1

Préparer son propos (doc. 1 et 2)

Relevez les principales évolutions chronologiques du concept de laïcité.

Étape 2

Rédiger un texte (doc. 3 et 4)

1. Relevez les limites à la liberté de conscience.
2. Rédigez le texte de votre capsule vidéo.

Étape 3

Réaliser une capsule vidéo

Sur un logiciel comme Tellagami, enregistrez une capsule vidéo expliquant les rapports entre liberté de conscience et laïcité.

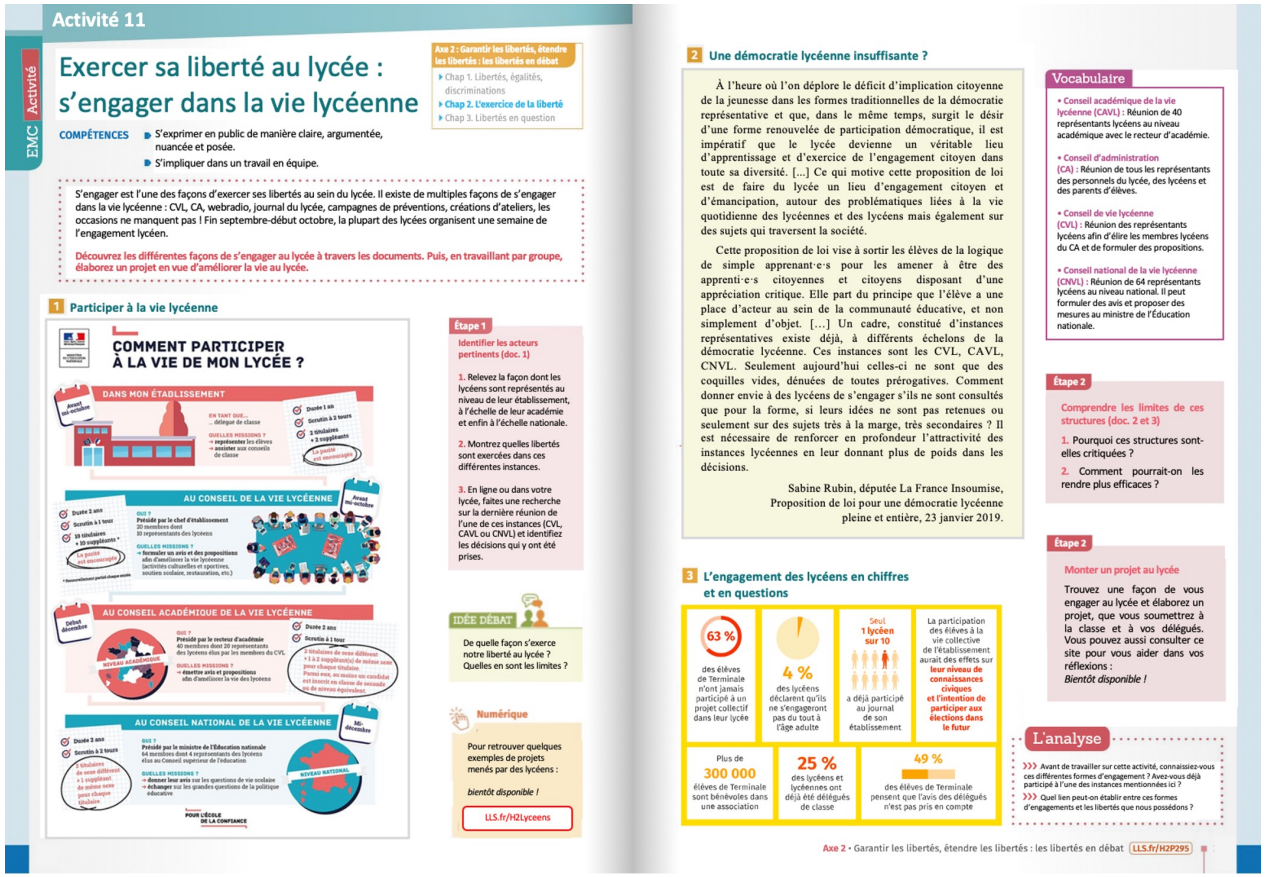
Pour réaliser votre capsule vidéo :

- créez votre personnage ;
- choisissez le décor ;
- enregistrez votre voix ;
- quand le résultat vous convient, partagez votre capsule vidéo par mail avec votre professeur : floriannicolas69@hotmail.fr

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

II. Exercer les libertés dans la vie quotidienne

C. Des libertés dans les domaines civiques



Activité 11

EMC Activité

Exercer sa liberté au lycée : s'engager dans la vie lycéenne

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- S'exprimer en public de manière claire, argumentée, nuancée et posée.
- S'impliquer dans un travail en équipe.

S'engager est l'une des façons d'exercer ses libertés au sein du lycée. Il existe de multiples façons de s'engager dans la vie lycéenne : CVL, CA, webradio, journal du lycée, campagnes de préventions, créations d'ateliers, les occasions ne manquent pas ! Fin septembre-début octobre, la plupart des lycées organisent une semaine de l'engagement lycéen.

Découvrez les différentes façons de s'engager au lycée à travers les documents. Puis, en travaillant par groupe, élaborez un projet en vue d'améliorer la vie au lycée.

1 Participer à la vie lycéenne

COMMENT PARTICIPER À LA VIE DE MON LYCÉE ?

DANS MON ÉTABLISSEMENT

AU CONSEIL DE LA VIE LYCÉENNE

AU CONSEIL ACADÉMIQUE DE LA VIE LYCÉENNE

AU CONSEIL NATIONAL DE LA VIE LYCÉENNE

Étape 1
Identifier les acteurs pertinents (doc. 1)
1. Relevez la façon dont les lycéens sont représentés au niveau de leur établissement, à l'échelle de leur académie et enfin à l'échelle nationale.
2. Montrez quelles libertés sont exercées dans ces différentes instances.
3. En ligne ou dans votre lycée, faites une recherche sur la dernière réunion de l'une de ces instances (CVL, CAVL ou CNVL) et identifiez les décisions qui y ont été prises.

IDÉE DÉBAT
De quelle façon s'exerce notre liberté au lycée ? Quelles en sont les limites ?

Numérique
Pour retrouver quelques exemples de projets menés par des lycéens :
bientôt disponible !
LLS.fr/H2Lyceens

2 Une démocratie lycéenne insuffisante ?

À l'heure où l'on déplore le déficit d'implication citoyenne de la jeunesse dans les formes traditionnelles de la démocratie représentative et que, dans le même temps, surgit le désir d'une forme renouvelée de participation démocratique, il est impératif que le lycée devienne un véritable lieu d'apprentissage et d'exercice de l'engagement citoyen dans toute sa diversité. [...] Ce qui motive cette proposition de loi est de faire du lycée un lieu d'engagement citoyen et d'émancipation, autour des problématiques liées à la vie quotidienne des lycéennes et des lycéens mais également sur des sujets qui traversent la société.

Cette proposition de loi vise à sortir les élèves de la logique de simple apprenant·e·s pour les amener à être des apprenti·e·s citoyennes et citoyens disposant d'une appréciation critique. Elle part du principe que l'élève a une place d'acteur au sein de la communauté éducative, et non simplement d'objet. [...] Un cadre, constitué d'instances représentatives existe déjà, à différents échelons de la démocratie lycéenne. Ces instances sont les CVL, CAVL, CNVL. Seulement aujourd'hui celles-ci ne sont que des coquilles vides, dénuées de toutes prérogatives. Comment donner envie à des lycéens de s'engager s'ils ne sont consultés que pour la forme, si leurs idées ne sont pas retenues ou seulement sur des sujets très à la marge, très secondaires ? Il est nécessaire de renforcer en profondeur l'attractivité des instances lycéennes en leur donnant plus de poids dans les décisions.

Sabine Rubin, députée La France Insoumise, Proposition de loi pour une démocratie lycéenne pleine et entière, 23 janvier 2019.

Vocabulaire
- Conseil académique de la vie lycéenne (CAVL) : Réunion de 40 représentants lycéens au niveau académique avec le recteur d'académie.
- Conseil d'administration (CA) : Réunion de tous les représentants des personnels du lycée, des lycéens et des parents d'élèves.
- Conseil de vie lycéenne (CVL) : Réunion des représentants lycéens afin d'élire les membres lycéens du CA et de formuler des propositions.
- Conseil national de la vie lycéenne (CNVL) : Réunion de 64 représentants lycéens au niveau national. Il peut formuler des avis et proposer des mesures au ministre de l'Éducation nationale.

Étape 2
Comprendre les limites de ces structures (doc. 2 et 3)
1. Pourquoi ces structures sont-elles critiquées ?
2. Comment pourrait-on les rendre plus efficaces ?

Étape 2
Monter un projet au lycée
Trouvez une façon de vous engager au lycée et élaborez un projet, que vous soumettrez à la classe et à vos délégués. Vous pouvez aussi consulter ce site pour vous aider dans vos réflexions :
Bientôt disponible !

3 L'engagement des lycéens en chiffres et en questions

63 % des élèves de Terminale n'ont jamais participé à un projet collectif dans leur lycée

4 % des lycéens déclarent qu'ils ne s'engageront pas du tout à l'âge adulte

Seul 1 lycéen sur 10 a déjà participé au journal de son établissement

La participation des élèves à la vie collective de l'établissement aurait des effets sur leur niveau de connaissances civiques et l'intention de participer aux élections dans le futur

Plus de 300 000 élèves de Terminale sont bénévoles dans une association

25 % des lycéens et lycéennes ont déjà été délégués de classe

49 % des élèves de Terminale pensent que l'avis des délégués n'est pas pris en compte

L'analyse
>>> Avant de travailler sur cette activité, connaissiez-vous ces différentes formes d'engagement ? Avez-vous déjà participé à l'une des instances mentionnées ici ?
>>> Quel lien peut-on établir entre ces formes d'engagements et les libertés que nous possédons ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P295

Étape 1

Identifier les acteurs pertinents (doc. 1)

1. Relevez la façon dont les lycéens sont représentés au niveau de leur établissement, à l'échelle de leur académie et enfin à l'échelle nationale.
2. Montrez quelles libertés sont exercées dans ces différentes instances.
3. En ligne ou dans votre lycée, faites une recherche sur la dernière réunion de l'une de ces instances et identifiez les décisions qui y ont été prises.

Étape 2

Comprendre les limites de ces structures (doc. 2 et 3)

1. Pourquoi ces structures sont-elles critiquées ?
2. Comment pourrait-on les rendre plus efficaces ?

Étape 3

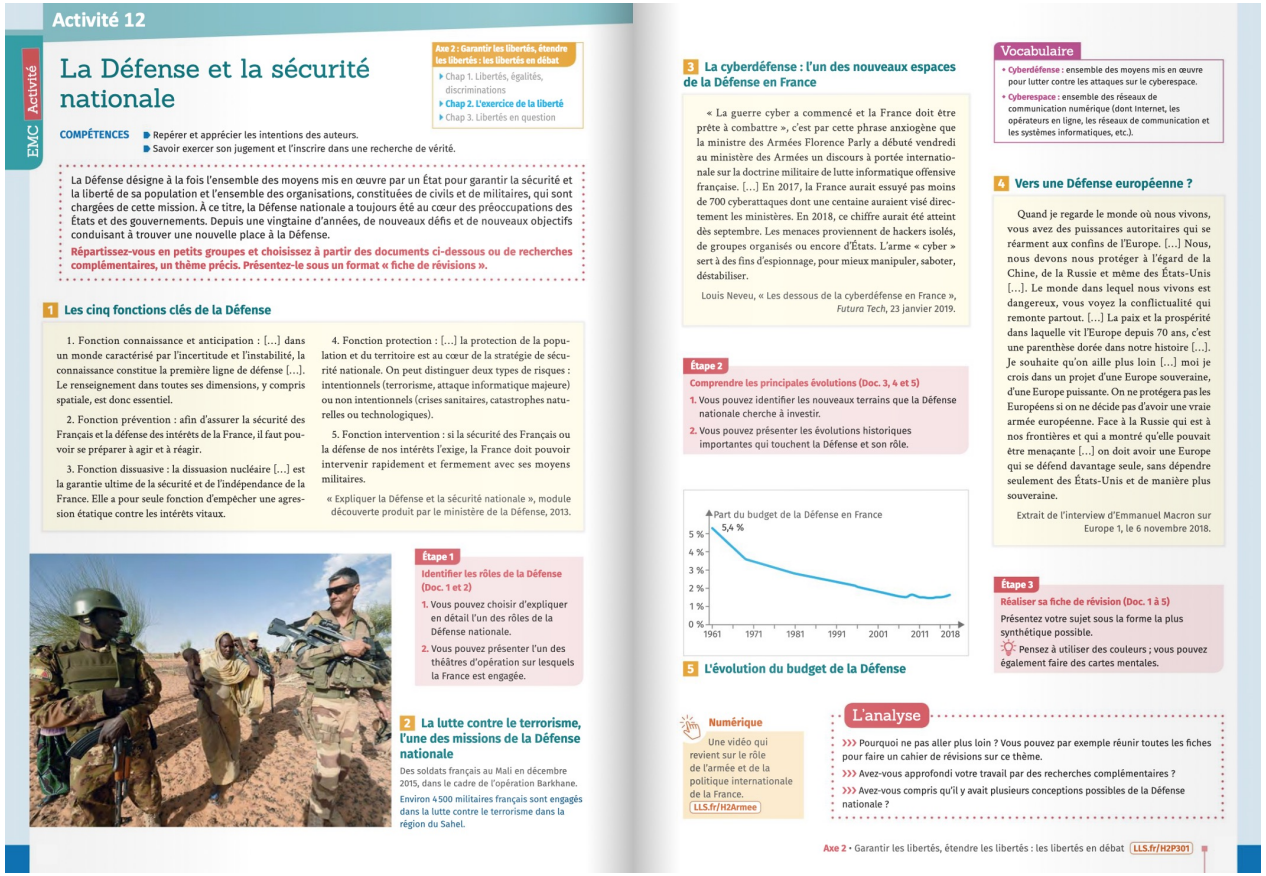
Monter un projet au lycée

Trouvez une façon de vous engager au lycée et élaborez un projet, que vous soumettrez à la classe et à vos délégués. Vous pouvez aussi consulter ce site pour vous aider dans vos réflexions : *bientôt disponible !*

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

II. Exercer les libertés dans la vie quotidienne

C. Des libertés dans les domaines civiques



Activité 12

EMC Activité

La Défense et la sécurité nationale

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Repérer et apprécier les intentions des auteurs.
- Savoir exercer son jugement et l'inscrire dans une recherche de vérité.

La Défense désigne à la fois l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État pour garantir la sécurité et la liberté de sa population et l'ensemble des organisations, constituées de civils et de militaires, qui sont chargées de cette mission. À ce titre, la Défense nationale a toujours été au cœur des préoccupations des États et des gouvernements. Depuis une vingtaine d'années, de nouveaux défis et de nouveaux objectifs conduisant à trouver une nouvelle place à la Défense.

Répartissez-vous en petits groupes et choisissez à partir des documents ci-dessous ou de recherches complémentaires, un thème précis. Présentez-le sous un format « fiche de révisions ».

1 Les cinq fonctions clés de la Défense

1. Fonction connaissance et anticipation : […] dans un monde caractérisé par l'incertitude et l'instabilité, la connaissance constitue la première ligne de défense […]. Le renseignement dans toutes ses dimensions, y compris spatiale, est donc essentiel.

2. Fonction prévention : afin d'assurer la sécurité des Français et la défense des intérêts de la France, il faut pouvoir se préparer à agir et à réagir.

3. Fonction dissuasive : la dissuasion nucléaire […] est la garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance de la France. Elle a pour seule fonction d'empêcher une agression étatique contre les intérêts vitaux.

4. Fonction protection : […] la protection de la population et du territoire est au cœur de la stratégie de sécurité nationale. On peut distinguer deux types de risques : intentionnels (terrorisme, attaque informatique majeure) ou non intentionnels (crises sanitaires, catastrophes naturelles ou technologiques).

5. Fonction intervention : si la sécurité des Français ou la défense de nos intérêts l'exige, la France doit pouvoir intervenir rapidement et fermement avec ses moyens militaires.

« Expliquer la Défense et la sécurité nationale », module découverte produit par le ministère de la Défense, 2013.

Étape 1
Identifier les rôles de la Défense (Doc. 1 et 2)
1. Vous pouvez choisir d'expliquer en détail l'un des rôles de la Défense nationale.
2. Vous pouvez présenter l'un des théâtres d'opération sur lesquels la France est engagée.

2 La lutte contre le terrorisme, l'une des missions de la Défense nationale

Des soldats français au Mali en décembre 2015, dans le cadre de l'opération Barkhane.

Environ 4 500 militaires français sont engagés dans la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel.

3 La cyberdéfense : l'un des nouveaux espaces de la Défense en France

« La guerre cyber a commencé et la France doit être prête à combattre », c'est par cette phrase anxiogène que la ministre des Armées Florence Parly a débuté vendredi au ministère des Armées un discours à portée internationale sur la doctrine militaire de lutte informatique offensive française. […] En 2017, la France aurait essuyé pas moins de 700 cyberattaques dont une centaine auraient visé directement les ministères. En 2018, ce chiffre aurait été atteint dès septembre. Les menaces proviennent de hackers isolés, de groupes organisés ou encore d'États. L'arme « cyber » sert à des fins d'espionnage, pour mieux manipuler, saboter, déstabiliser.

Louis Neveu, « Les dessous de la cyberdéfense en France », *Futura Tech*, 23 janvier 2019.

Étape 2
Comprendre les principales évolutions (Doc. 3, 4 et 5)
1. Vous pouvez identifier les nouveaux terrains que la Défense nationale cherche à investir.
2. Vous pouvez présenter les évolutions historiques importantes qui touchent la Défense et son rôle.

Part du budget de la Défense en France
5,4 %
5 % 4 % 3 % 2 % 1 % 0 %
1961 1971 1981 1991 2001 2011 2018

5 L'évolution du budget de la Défense

Numérique
Une vidéo qui revient sur le rôle de l'armée et de la politique internationale de la France.
LLS.fr/H2Armee

Vocabulaire
- Cyberdéfense : ensemble des moyens mis en œuvre pour lutter contre les attaques sur le cyberespace.
- Cyberespace : ensemble des réseaux de communication numérique (dont Internet, les opérateurs en ligne, les réseaux de communication et les systèmes informatiques, etc.).

4 Vers une Défense européenne ?

Quand je regarde le monde où nous vivons, vous avez des puissances autoritaires qui se réarment aux confins de l'Europe. […] Nous, nous devons nous protéger à l'égard de la Chine, de la Russie et même des États-Unis […]. Le monde dans lequel nous vivons est dangereux, vous voyez la conflictualité qui remonte partout. […] La paix et la prospérité dans laquelle vit l'Europe depuis 70 ans, c'est une parenthèse dorée dans notre histoire […]. Je souhaite qu'on aille plus loin […] moi je crois dans un projet d'une Europe souveraine, d'une Europe puissante. On ne protégera pas les Européens si on ne décide pas d'avoir une vraie armée européenne. Face à la Russie qui est à nos frontières et qui a montré qu'elle pouvait être menaçante […] on doit avoir une Europe qui se défend davantage seule, sans dépendre seulement des États-Unis et de manière plus souveraine.

Extrait de l'interview d'Emmanuel Macron sur Europe 1, le 6 novembre 2018.

Étape 3
Réaliser sa fiche de révision (Doc. 1 à 5)
Présentez votre sujet sous la forme la plus synthétique possible.
Pensez à utiliser des couleurs ; vous pouvez également faire des cartes mentales.

L'analyse
- Pourquoi ne pas aller plus loin ? Vous pouvez par exemple réunir toutes les fiches pour faire un cahier de révisions sur ce thème.
- Avez-vous approfondi votre travail par des recherches complémentaires ?
- Avez-vous compris qu'il y avait plusieurs conceptions possibles de la Défense nationale ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P301

Étape 1

Identifier les rôles de la Défense (doc. 1 et 2)

1. Vous pouvez choisir d'expliquer en détail l'un des rôles de la Défense nationale.
2. Vous pouvez présenter l'un des théâtres d'opération sur lesquels la France est engagée.

Étape 2

Comprendre les principales évolutions (doc. 3, 4 et 5)

1. Vous pouvez identifier les nouveaux terrains que la Défense nationale cherche à investir.
2. Vous pouvez présenter les évolutions historiques importantes qui touchent la Défense et son rôle.

Étape 3

Réaliser sa fiche de révisions (doc. 1 à 5)

Présentez votre sujet sous la forme la plus synthétique possible.

💡 Pensez à utiliser des couleurs ; vous pouvez également faire des cartes mentales.

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

III. Protéger les libertés (re)mises en question

A. Des libertés qui évoluent constamment

Activité 13

EMC Activité

Libertés économiques et droits sociaux

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Identifier différents types de documents et les contextualiser.
- Respecter la diversité des points de vue.

Les libertés économiques et les droits sociaux ont été acquis peu à peu depuis la Révolution française. Ils sont inscrits dans la Constitution française (1958) et sont définis également au niveau de l'Union européenne dans le traité de Lisbonne (2007). Socles de notre modèle libéral et social, ils peuvent entrer en contradiction et susciter le débat. C'est en particulier le cas de la question de l'ouverture des commerces le dimanche, jour traditionnellement chômé en France.

Votre classe organise une exposition sur ce thème. Vous réaliserez un panneau expliquant pourquoi ce sujet fait débat et pourquoi il peut être difficile de concilier les droits sociaux et les libertés économiques.

1 Un souhait des commerçants

Le 23 décembre 2012, des commerçants du centre-ville de Limoges réclament au maire l'autorisation d'ouvrir leurs magasins le dimanche précédant Noël.

2 Que dit la loi ?

Le commerce sans salariés peut ouvrir le dimanche, sauf arrêté préfectoral de fermeture d'une activité commerciale spécifique. En revanche, l'ouverture dominicale d'un commerce qui emploie des salariés n'est possible que sur dérogation et à condition d'avoir négocié un accord collectif prévoyant des contreparties financières pour les salariés[1].

Extrait du site *Service-public-Pro.fr*.

1. La rémunération des salariés travaillant le dimanche est bonifiée (entre + 60 et + 100 %, en fonction des entreprises).

3 Des objectifs économiques

Une ouverture réservée aux Zones Touristiques Internationales (ZTI), que l'on trouve à Paris, en Île-de-France et dans des villes du Sud. Avec l'objectif pour les commerces physiques de faire face à la concurrence d'Internet, et de s'adapter à l'évolution des comportements d'achats. […] « Le dimanche pèse en moyenne 10 à 15 % du chiffre d'affaires hebdomadaire, ce qui témoigne d'une vraie tendance au shopping ce jour-là », reprend la présidente de Camaïeu.

Les Galeries Lafayette estiment le gain à 10 % de chiffre d'affaires en plus. De son côté, la chambre de commerce de Paris a chiffré à 15 000 emplois le potentiel de création dans la capitale, si cette possibilité était généralisée. Mais nombre de syndicats y sont opposés. Le sujet divise aussi politiquement […].

Dominique Chapuis, « Le travail du dimanche, un vrai plus pour les enseignes de mode », *Les Échos*, 9 mai 2018.

Étape 1
Définir le sujet (Doc. 1, 2 et 3)
1. Définissez l'ouverture dominicale.
2. Dans une partie de votre panneau, relevez les arguments en faveur de l'ouverture des commerces le dimanche.

Numérique
L'ouverture des commerces le dimanche, un débat politique.
LLS.fr/H2CommercesDimanche

Ouverture des magasins le dimanche ?

Défendre le repos dominical : c'est l'affaire de tous !

4 Des syndicats mobilisés contre l'ouverture le dimanche

Tract de la CGT contre l'ouverture des Carrefour le dimanche, 2012.

Étape 2
Analyser les points de vue (Doc. 4 et 5)
1. Dans une autre partie de votre panneau, relevez les arguments opposés à l'ouverture des commerces le dimanche.
2. Pensez à utiliser des couleurs, des images, pour rendre votre panneau le plus clair possible.

Vocabulaire
- Droits sociaux : ensemble des droits qui protègent les citoyens et régissent les relations au sein du travail : protection sociale, droit du travail, droit syndical, droit à la santé et à l'éducation, etc.
- Libertés économiques : ensemble des libertés liées à l'économie, c'est-à-dire la liberté du commerce et de l'industrie, celle d'entreprendre, la liberté de circulation et d'établissement, la libre prestation de service et la libre concurrence.

5 Des salariés fragilisés

La messe est dite pour ces deux anciennes salariées de chez Cora. Elles ont refusé de travailler le dimanche, elles sont licenciées. Le motif avancé de leur licenciement est économique. Leur renvoi fait surtout suite à leur refus de signer l'avenant à leur contrat d'embauche de ne plus travailler six jours sur sept mais six jours et demi. Elles ont donc saisi le conseil des prud'hommes de Saint-Quentin.

[…] « C'est un faux procès qui est fait. Nous ne sommes pas là pour dire que travailler le dimanche, c'est bien ou c'est mal. Mais c'était juste une réorganisation du temps de travail. La loi a été respectée. Elle n'impose pas le travail dominical à ses salariés, c'est pour ceux qui sont volontaires », précise d'emblée maître Dorothée Delvallez, représentant l'enseigne Cora. […]

[…] Pour l'avocate des deux hôtesses de caisse, maître Sandrine Petacco : « Mais de qui se moque-t-on ? » Les bruits de couloir ont vite circulé parmi les salariés de chez Cora que ceux qui ne signeraient pas pour travailler le dimanche seraient renvoyés.

Nadia Nedja, « Deux caissières de Cora Saint-Quentin refusent de travailler le dimanche, elles sont licenciées », *Le Courrier picard*, 2 décembre 2018.

IDÉE DÉBAT
Pour ou contre l'ouverture dominicale ?

L'analyse
- Avez-vous présenté clairement la situation étudiée ?
- Votre panneau est-il bien organisé, facilement lisible et soigné ?
- Avez-vous expliqué en quoi les libertés économiques et les droits sociaux peuvent entrer en tension ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P309

Étape 1

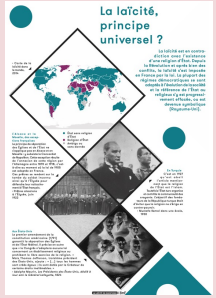
Définir le sujet (doc. 1, 2 et 3)

1. Définissez l'ouverture dominicale.
2. Dans une partie de votre panneau, relevez les arguments en faveur de l'ouverture des commerces le dimanche.

Étape 2

Analyser les points de vue (doc. 4 et 5)

1. Dans une autre partie de votre panneau, relevez les arguments opposés à l'ouverture des commerces le dimanche.
2. Pensez à utiliser des couleurs, des images, pour rendre votre panneau le plus clair lisible. Voici un exemple de panneau d'exposition :



- on y trouve un titre
- on y trouve des illustrations variées :
  - > photographies
  - > cartes
  - > dessins de presse
  - > graphiques
  - > frise chronologique
- on y trouve un texte <u>limité en quantité</u>

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

III. Protéger les libertés (re)mises en question

A. Des libertés qui évoluent constamment

Activité 13bis

Libertés économiques et droits sociaux

Les droits sociaux offrent aux citoyens une protection et sont indispensables à leurs libertés. Certains proposent d'offrir de nouvelles aides de l'État, financées par des taxes; d'autres leur objectent que taxes et impôts limitent les libertés économiques des individus.

Faut-il de nouveaux droits pour les plus démunis ?

1 La protection sociale en France

Qu'est-ce que c'est ?

Des services
Ils peuvent être gratuits, remboursés en totalité ou en partie.
- Frais médicaux
- Frais d'hospitalisation

Des protections pour les travailleurs
Elles concernent ceux qui ont cotisé et qui rencontrent des difficultés.
- Chômage
- Indemnités maladie, accident du travail…

Des mesures d'assistance
Ces aides concernent les plus pauvres.
- RSA (Revenu de Solidarité Active)
- Minimum vieillesse

Des aides universelles
Elles sont versées quel que soit le revenu.
- Allocations familiales

Qui paye ?
- Les **employeurs** payent des cotisations patronales.
- La **population** est prélevée sur ses revenus (cotisations et impôts).

Ces sommes sont versées à différents organismes tels que la Sécurité sociale.

Pour qui ? Pour quoi ?
46 % vieillesse et survie
35 % santé
8 % famille
6 % emploi
3 % logement
3 % pauvreté et exclusion sociale

Source : DREES, ministère des Solidarités et de la Santé, www.solidarites-sante.gouv.fr, consulté le 20 février 2020.

2 Davantage de gratuité ? L'exemple des transports

« Des transports publics gratuits toute la journée et toute l'année, cela existe dans certaines villes. […] Faut-il instaurer la gratuité partout en France ? Le sujet fait débat. […]

Aujourd'hui, 23 villes proposent la gratuité des transports en commun. Une commune fut l'une des pionnières en la matière : Châteauroux (Indre), 47 000 habitants. Ici, les usagers prennent le bus sans payer depuis maintenant seize ans. "Cela fait une économie d'à peu près 3 euros par jour, fois cinq jours où je travaille. Ça fait une petite économie", estime une femme interrogée dans le bus. En choisissant de ne plus faire payer ses usagers, l'agglomération se prive de recettes. Pourquoi être passé à la gratuité ? Châteauroux avait un objectif clair : doper la fréquentation. Car, à l'époque, les bus tournaient à vide. La fréquentation a explosé avec la gratuité de 1 500 000 passagers à 4 770 000 l'an dernier. Une manière, selon le maire, de dynamiser la ville. Une gratuité compensée par la hausse du versement transport, une taxe payée par les entreprises. »

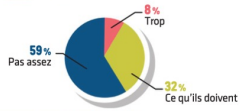
France Info, « Ce qui fait débat : des transports gratuits pour tous ? ». www.francetvinfo.fr, 1er novembre 2017.

NOTION
Protection sociale : ensemble des moyens collectifs destinés à aider les individus à faire face aux risques de la vie (pauvreté, maladie, vieillesse…).

3 La perception de la pauvreté en France

Sondage réalisé sur les aides pour lutter contre la pauvreté

Les pouvoirs publics en font-ils assez pour les plus démunis ?



Selon vous, quel est l'effet du RSA ?*
53 % Il risque d'inciter les gens à ne pas chercher du travail.
44 % Il donne un coup de pouce pour s'en sortir.

Source : Observatoire des inégalités, 27 octobre 2017.

*Revenu de Solidarité Active : revenu minimal versé aux personnes sans ressources.

4 Le revenu universel : une solution à la pauvreté ?

« Revenu de base, allocation universelle, revenu d'existence, revenu citoyen… Les appellations divergent, mais l'idée est la même : verser à tout citoyen d'un pays donné, sans aucune condition, une somme mensuelle fixe. […] Fixé à environ 700 ou 800 euros dans la plupart des projets, ce revenu pourrait s'ajouter à certaines allocations (par exemple l'aide au logement) ou les remplacer.

Le dispositif aurait pour effet, selon ses défenseurs, d'éliminer la grande pauvreté en versant aux citoyens de quoi subvenir à leurs besoins vitaux (logement, santé, alimentation). Chaque individu aurait la possibilité de travailler ou non, et pourrait occuper son temps comme il l'entend, en se consacrant à une ONG, une association, à une activité culturelle ou encore à sa famille. […]

Utopique et coûteux, le dispositif, pour ses opposants, encouragerait l'oisiveté, généraliserait l'assistance et mépriserait la valeur travail. »

Juliette Deborde « Tout comprendre sur le revenu universel »
© www.liberation.fr, 23 septembre 2016.

5 Le droit au logement

Affiche de la Fondation Abbé Pierre, 3 x 4 m, 2008.

Depuis la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable (DALO), tout citoyen a le droit de demander à l'État un hébergement décent et indépendant.

Questions

1. Toutes ces aides sont-elles destinées uniquement aux plus pauvres ? Justifiez votre réponse. (doc. 1)
2. D'après le texte, pour quelle raison les transports sont-ils gratuits à Châteauroux ? (doc. 2)
3. Comment les aides pour les plus démunis sont-elles perçues par les Français interrogés ? (doc. 3)
4. Repérez dans le texte des arguments pour ou contre le revenu universel, puis trouvez d'autres arguments favorables ou défavorables à cette mesure. (doc. 4)
5. D'après vous, que peut faire cette fondation pour aider les personnes mal logées ? (doc. 5)
6. Organisez un débat en vous appuyant sur les documents et sur vos connaissances : « Faut-il étendre les droits sociaux en France ? »

EMC 2de - La liberté, les libertés

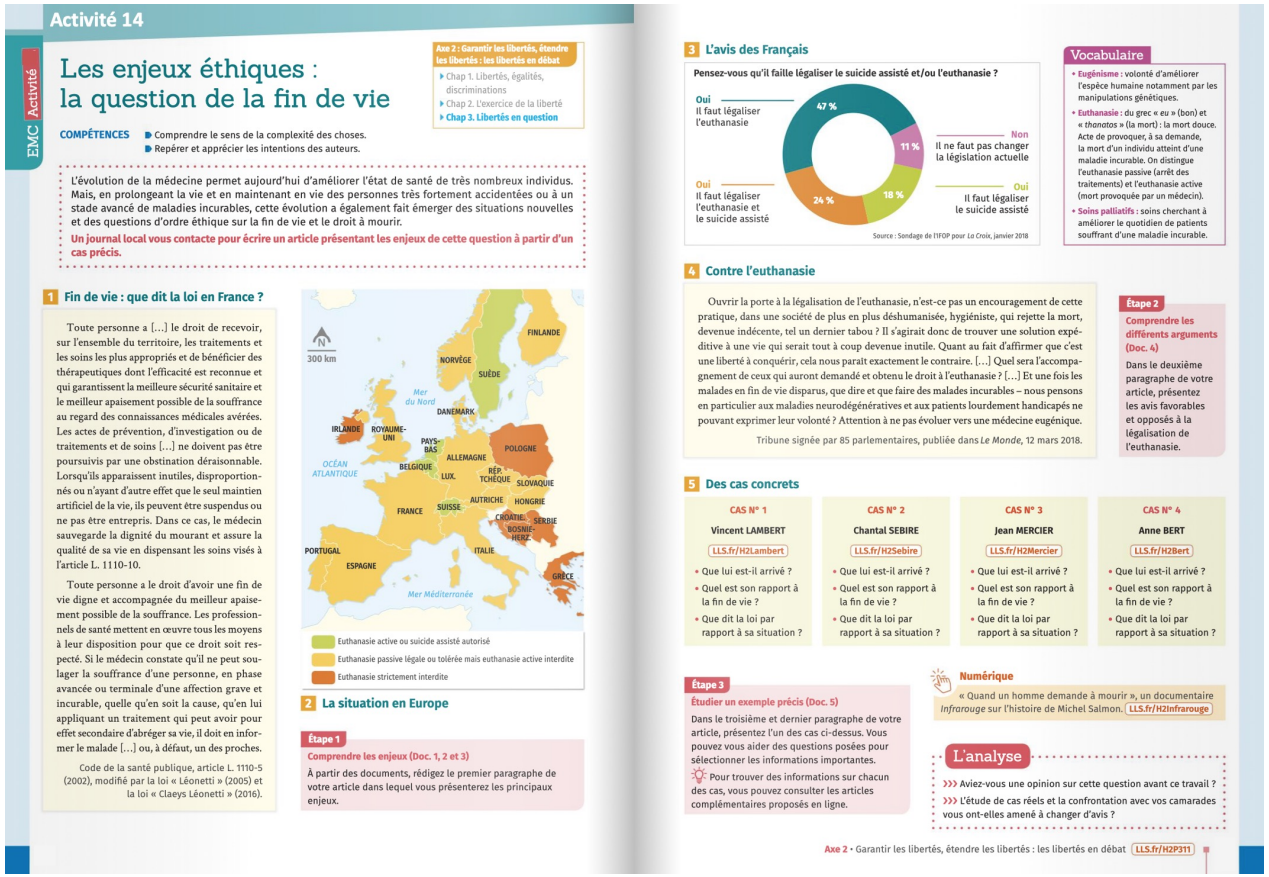
Questions

1. Toutes ces aides sont-elles destinées uniquement aux plus pauvres ? Justifiez votre réponse. (doc. 1)
2. D'après le texte, pour quelle raison les transports sont-ils gratuits à Châteauroux ? (doc. 2)
3. Comment les aides pour les plus démunis sont-elles perçues par les Français interrogés ? (doc. 3)
4. Repérez dans le texte des arguments pour ou contre le revenu universel, puis trouvez d'autres arguments favorables ou défavorables à cette mesure. (doc. 4)
5. D'après vous, que peut faire cette fondation pour aider les personnes mal logées ? (doc. 5)
6. Organisez un débat en vous appuyant sur les documents et sur vos connaissances : « Faut-il étendre les droits sociaux en France ? »

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

III. Protéger les libertés (re)mises en question

A. Des libertés qui évoluent constamment



Activité 14

EMC Activité

Les enjeux éthiques : la question de la fin de vie

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Comprendre le sens de la complexité des choses.
- Repérer et apprécier les intentions des auteurs.

L'évolution de la médecine permet aujourd'hui d'améliorer l'état de santé de très nombreux individus. Mais, en prolongeant la vie et en maintenant en vie des personnes très fortement accidentées ou à un stade avancé de maladies incurables, cette évolution a également fait émerger des situations nouvelles et des questions d'ordre éthique sur la fin de vie et le droit à mourir.

Un journal local vous contacte pour écrire un article présentant les enjeux de cette question à partir d'un cas précis.

1 Fin de vie : que dit la loi en France ?

Toute personne a [...] le droit de recevoir, sur l'ensemble du territoire, les traitements et les soins les plus appropriés et de bénéficier des thérapeutiques dont l'efficacité est reconnue et qui garantissent la meilleure sécurité sanitaire et le meilleur apaisement possible de la souffrance au regard des connaissances médicales avérées. Les actes de prévention, d'investigation ou de traitements et de soins [...] ne doivent pas être poursuivis par une obstination déraisonnable. Lorsqu'ils apparaissent inutiles, disproportionnés ou n'ayant d'autre effet que le seul maintien artificiel de la vie, ils peuvent être suspendus ou ne pas être entrepris. Dans ce cas, le médecin sauvegarde la dignité du mourant et assure la qualité de sa vie en dispensant les soins visés à l'article L. 1110-10.

Toute personne a le droit d'avoir une fin de vie digne et accompagnée du meilleur apaisement possible de la souffrance. Les professionnels de santé mettent en œuvre tous les moyens à leur disposition pour que ce droit soit respecté. Si le médecin constate qu'il ne peut soulager la souffrance d'une personne, en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable, quelle qu'en soit la cause, qu'en lui appliquant un traitement qui peut avoir pour effet secondaire d'abréger sa vie, il doit en informer le malade [...] ou, à défaut, un des proches.

Code de la santé publique, article L. 1110-5 (2002), modifié par la loi « Léonetti » (2005) et la loi « Claeys Léonetti » (2016).

2 La situation en Europe

Étape 1
Comprendre les enjeux (Doc. 1, 2 et 3)
À partir des documents, rédigez le premier paragraphe de votre article dans lequel vous présenterez les principaux enjeux.

3 L'avis des Français

Pensez-vous qu'il faille légaliser le suicide assisté et/ou l'euthanasie ?

Source : Sondage de l'IFOP pour *La Croix*, janvier 2018

Vocabulaire
- **Eugénisme** : volonté d'améliorer l'espèce humaine notamment par les manipulations génétiques.
- **Euthanasie** : du grec « eu » (bon) et « *thanatos* » (la mort) : la mort douce. Acte de provoquer, à sa demande, la mort d'un individu atteint d'une maladie incurable. On distingue l'euthanasie passive (arrêt des traitements) et l'euthanasie active (mort provoquée par un médecin).
- **Soins palliatifs** : soins cherchant à améliorer le quotidien de patients souffrant d'une maladie incurable.

4 Contre l'euthanasie

Ouvrir la porte à la légalisation de l'euthanasie, n'est-ce pas un encouragement de cette pratique, dans une société de plus en plus déshumanisée, hygiéniste, qui rejette la mort, devenue indécente, tel un dernier tabou ? Il s'agirait donc de trouver une solution expéditive à une vie qui serait tout à coup devenue inutile. Quant au fait d'affirmer que c'est une liberté à conquérir, cela nous paraît exactement le contraire. [...] Quel sera l'accompagnement de ceux qui auront demandé et obtenu le droit à l'euthanasie ? [...] Et une fois les malades en fin de vie disparus, que dire et que faire des malades incurables – nous pensons en particulier aux maladies neurodégénératives et aux patients lourdement handicapés ne pouvant exprimer leur volonté ? Attention à ne pas évoluer vers une médecine eugénique.

Tribune signée par 85 parlementaires, publiée dans *Le Monde*, 12 mars 2018.

Étape 2
Comprendre les différents arguments (Doc. 4)
Dans le deuxième paragraphe de votre article, présentez les avis favorables et opposés à la législation de l'euthanasie.

5 Des cas concrets

CAS N° 1	CAS N° 2	CAS N° 3	CAS N° 4
Vincent LAMBERT	Chantal SEBIRE	Jean MERCIER	Anne BERT
LLS.fr/H2Lambert	LLS.fr/H2Sebire	LLS.fr/H2Mercier	LLS.fr/H2Bert
• Que lui est-il arrivé ?	• Que lui est-il arrivé ?	• Que lui est-il arrivé ?	• Que lui est-il arrivé ?
• Quel est son rapport à la fin de vie ?	• Quel est son rapport à la fin de vie ?	• Quel est son rapport à la fin de vie ?	• Quel est son rapport à la fin de vie ?
• Que dit la loi par rapport à sa situation ?	• Que dit la loi par rapport à sa situation ?	• Que dit la loi par rapport à sa situation ?	• Que dit la loi par rapport à sa situation ?

Étape 3
Étudier un exemple précis (Doc. 5)
Dans le troisième et dernier paragraphe de votre article, présentez l'un des cas ci-dessus. Vous pouvez vous aider des questions posées pour sélectionner les informations importantes.
Pour trouver des informations sur chacun des cas, vous pouvez consulter les articles complémentaires proposés en ligne.

Numérique
« Quand un homme demande à mourir », un documentaire *Infrarouge* sur l'histoire de Michel Salmon. LLS.fr/H2Infrarouge

L'analyse
>>> Aviez-vous une opinion sur cette question avant ce travail ?
>>> L'étude de cas réels et la confrontation avec vos camarades vous ont-elles amené à changer d'avis ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P311

Étape 1

Comprendre les enjeux (doc. 1, 2 et 3)

À partir des documents, rédigez le premier paragraphe de votre article dans lequel vous présenterez les principaux enjeux de la fin de vie.

Étape 2

Comprendre les différents arguments (doc. 4)

Dans le deuxième paragraphe de votre article, présentez les avis favorables et opposés à la législation de l'euthanasie.

Étape 3

Étudier un exemple précis (doc. 5)

Dans le troisième et dernier paragraphe de votre article, présentez l'un des cas ci-dessus (cas n°1 à cas n°4). Vous pouvez vous aider des questions pour sélectionner les informations importantes.

💡 Pour trouver des informations sur chacun des cas, vous pouvez consulter les articles complémentaires proposés en ligne :

- un article du *Monde* : cliquez ici
- un article de *Libération* : cliquez ici

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

III. Protéger les libertés (re)mises en question

B. Des libertés qui soulèvent de vifs débats

Activité 15

EMC Activité

Droit d'asile et devoir d'accueil

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Comprendre le sens de la complexité des choses.
- Être capable de mettre à distance ses propres opinions.

Le droit d'asile a été reconnu au niveau international lors de la convention de Genève (1951). Avec la mondialisation, les flux migratoires ont changé et la France a durci ses politiques d'accueil ces dernières décennies : la loi asile et immigration, adoptée en septembre 2018, est particulièrement répressive. Contre ce durcissement, certaines associations défendent quant à elles le droit d'asile.

Seul ou par groupes, réalisez un exposé oral dans votre classe sur le thème du droit d'asile.

Nombre de demandes de protection internationale en France (mineurs accompagnants inclus)

Année	Demandes
1991	39 835
1993	21 122
1995	35 520
1997	65 614
1999	66 251
2001	85 726
2003	100 755

133 pays de provenance

85 726 demandes de protection (asile + apatridie) en 2016

Les 5 principaux pays de provenance en 2016 (1ers demandes hors mineurs accompagnants)

Soudan	Afghanistan	Haïti	Albanie	Syrie
5 897	5 646	4 927	4 601	3 615

1 L'évolution du droit d'asile en France

L'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) publie chaque année un rapport d'activité et les chiffres sur la demande d'asile en France.

EMC et Cinéma

Regarde ailleurs est un documentaire d'Arthur Levivier sorti en février 2019, qui revient sur le droit d'asile et l'accueil des migrants en France.

Étape 1

Définir le droit d'asile (Doc. 1 et 2)

1. Au début de votre exposé, proposez une ou plusieurs définitions de « réfugié ».
2. Rappelez ensuite les principales évolutions du droit d'asile en France depuis 1981.

Numérique

« Envers et contre tout » un *serious game* élaboré par l'ONU qui vous propose de vous mettre dans la peau d'un migrant www.enversetcontretout.org.

2 Le droit d'asile : que dit la loi ?

Le statut de réfugié

« Toute personne […] qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. »

Convention de Genève du 28 juillet 1951.

L'expulsion peut être prononcée si la présence en France d'un étranger constitue une menace grave pour l'ordre public. […] L'étranger mineur de dix-huit ans ne peut faire l'objet d'une mesure d'expulsion […] toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30 000 Euros. […] La qualité de réfugié est reconnue à toute personne persécutée en raison de son action en faveur de la liberté.

Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, articles L521-1, L622-1 et L711-1, version du 2 mars 2019.

Vocabulaire
- Apatride : personne ayant perdu sa nationalité.
- Droit d'asile : droit pour toute personne persécutée de trouver refuge dans un autre pays.
- Migrant : personne ayant quitté son pays d'origine, en situation de transit vers un autre pays.
- Mineur isolé : étranger de moins de 18 ans qui se retrouve séparé de ses représentants légaux sur le territoire français.
- Réfugié : personne ayant été contrainte de quitter son pays (guerres, persécution, violence, menace de mort, dérèglement climatique, etc.).

Étape 2

Identifier les enjeux du sujet (Doc. 2, 3 et 4)

1. Continuez votre exposé en expliquant ce qu'est le délit de solidarité.
2. Pensez à utiliser des exemples précis.

3 Un « délit de solidarité » ?

En France, les personnes qui aident les migrants à traverser une frontière risquent jusqu'à cinq ans de prison et 30 000 euros d'amende, en vertu de ce qu'on appelle communément le « délit de solidarité ». Le « délit de solidarité » n'existe pas en tant que tel, c'est un slogan politique qui résume une situation, sans exister juridiquement à proprement parler. Aucun texte de loi ne mentionne ce terme. Il fait toutefois référence à l'article L 622 du Code de l'entrée, du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda), qui date de 1945.

Mathilde Damgé et Syrine Attia, « Immigration, pourquoi le délit de solidarité fait-il débat ? » *LeMonde.fr*, 6 janvier 2017.

4 Le cas des « sept de Briançon »

Manifestation à Gap, 8 novembre 2018.

En décembre 2018, sept militants ont été condamnés à des peines allant jusqu'à un an de prison (dont 4 mois fermes) pour avoir facilité l'entrée de réfugiés sur le sol français. Plusieurs manifestations de soutien sont organisées.

Étape 3

Préparer et faire son exposé (Doc. 1 à 5)

1. À l'écrit, rédigez les grandes lignes de votre exposé en pensant aux exemples et en utilisant des connecteurs logiques.
2. À l'oral, présentez votre exposé à vos camarades.

L'analyse
- Avez-vous réussi à présenter les principaux enjeux du droit d'asile ?
- Avez-vous trouvé un ou plusieurs exemples pertinents ?
- Qu'ont pensé vos camarades et votre professeur(e) de votre travail ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P305

Étape 1

Définir le droit d'asile (doc. 1 et 2)

1. Au début de votre exposé, proposez une ou plusieurs définitions de « réfugié ».
2. Rappelez ensuite les principales évolutions du droit d'asile en France depuis 1981.

Étape 2

Identifiez les enjeux du sujet (doc. 2, 3 et 4)

1. Continuez votre exposé en expliquant ce qu'est le délit de solidarité.
2. Pensez à utiliser des exemples précis.

Étape 3

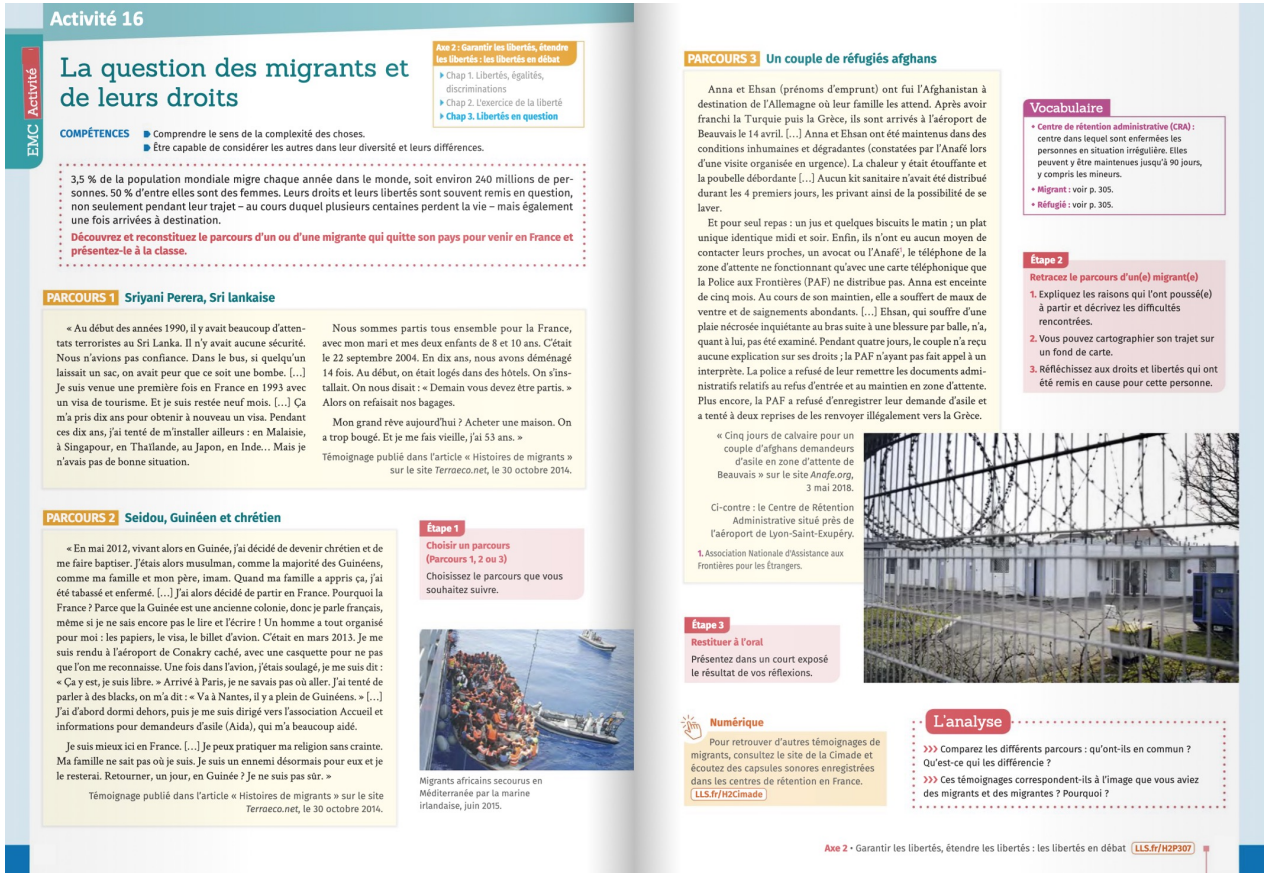
Préparer et faire son exposé (doc. 1 à 5)

1. À l'écrit, rédigez <u>les grandes lignes</u> de votre exposé en pensant aux exemples et en utilisant des connecteurs logiques :
   - il faut marquer les grands titres du plan
   - il faut noter les idées sans les rédiger (pour ne pas lire)
2. À l'oral, présentez votre exposé à vos camarades.

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

III. Protéger les libertés (re)mises en question

B. Des libertés qui soulèvent de vifs débats



Activité 16

EMC Activité

La question des migrants et de leurs droits

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Comprendre le sens de la complexité des choses.
- Être capable de considérer les autres dans leur diversité et leurs différences.

3,5 % de la population mondiale migre chaque année dans le monde, soit environ 240 millions de personnes. 50 % d'entre elles sont des femmes. Leurs droits et leurs libertés sont souvent remis en question, non seulement pendant leur trajet – au cours duquel plusieurs centaines perdent la vie – mais également une fois arrivées à destination.

Découvrez et reconstituez le parcours d'un ou d'une migrante qui quitte son pays pour venir en France et présentez-le à la classe.

PARCOURS 1 Sriyani Perera, Sri lankaise

« Au début des années 1990, il y avait beaucoup d'attentats terroristes au Sri Lanka. Il n'y avait aucune sécurité. Nous n'avions pas confiance. Dans le bus, si quelqu'un laissait un sac, on avait peur que ce soit une bombe. […] Je suis venue une première fois en France en 1993 avec un visa de tourisme. Et je suis restée neuf mois. […] Ça m'a pris dix ans pour obtenir à nouveau un visa. Pendant ces dix ans, j'ai tenté de m'installer ailleurs : en Malaisie, à Singapour, en Thaïlande, au Japon, en Inde… Mais je n'avais pas de bonne situation.

Nous sommes partis tous ensemble pour la France, avec mon mari et mes deux enfants de 8 et 10 ans. C'était le 22 septembre 2004. En dix ans, nous avons déménagé 14 fois. Au début, on était logés dans des hôtels. On s'installait. On nous disait : « Demain vous devez être partis. » Alors on refaisait nos bagages.

Mon grand rêve aujourd'hui ? Acheter une maison. On a trop bougé. Et je me fais vieille, j'ai 53 ans. »

Témoignage publié dans l'article « Histoires de migrants » sur le site *Terraeco.net*, le 30 octobre 2014.

PARCOURS 2 Seidou, Guinéen et chrétien

« En mai 2012, vivant alors en Guinée, j'ai décidé de devenir chrétien et de me faire baptiser. J'étais alors musulman, comme la majorité des Guinéens, comme ma famille et mon père, imam. Quand ma famille a appris ça, j'ai été tabassé et enfermé. […] J'ai alors décidé de partir en France. Pourquoi la France ? Parce que la Guinée est une ancienne colonie, donc je parle français, même si je ne sais encore pas le lire et l'écrire ! Un homme a tout organisé pour moi : les papiers, le visa, le billet d'avion. C'était en mars 2013. Je me suis rendu à l'aéroport de Conakry caché, avec une casquette pour ne pas que l'on me reconnaisse. Une fois dans l'avion, j'étais soulagé, je me suis dit : « Ça y est, je suis libre. » Arrivé à Paris, je ne savais pas où aller. J'ai tenté de parler à des blacks, on m'a dit : « Va à Nantes, il y a plein de Guinéens. » […] J'ai d'abord dormi dehors, puis je me suis dirigé vers l'association Accueil et informations pour demandeurs d'asile (Aida), qui m'a beaucoup aidé.

Je suis mieux ici en France. […] Je peux pratiquer ma religion sans crainte. Ma famille ne sait pas où je suis. Je suis un ennemi désormais pour eux et je le resterai. Retourner, un jour, en Guinée ? Je ne suis pas sûr. »

Témoignage publié dans l'article « Histoires de migrants » sur le site *Terraeco.net*, le 30 octobre 2014.

Étape 1
Choisir un parcours (Parcours 1, 2 ou 3)
Choisissez le parcours que vous souhaitez suivre.

Migrants africains secourus en Méditerranée par la marine irlandaise, juin 2015.

PARCOURS 3 Un couple de réfugiés afghans

Anna et Ehsan (prénoms d'emprunt) ont fui l'Afghanistan à destination de l'Allemagne où leur famille les attend. Après avoir franchi la Turquie puis la Grèce, ils sont arrivés à l'aéroport de Beauvais le 14 avril. […] Anna et Ehsan ont été maintenus dans des conditions inhumaines et dégradantes (constatées par l'Anafé lors d'une visite organisée en urgence). La chaleur y était étouffante et la poubelle débordante […] Aucun kit sanitaire n'avait été distribué durant les 4 premiers jours, les privant ainsi de la possibilité de se laver.

Et pour seul repas : un jus et quelques biscuits le matin ; un plat unique identique midi et soir. Enfin, ils n'ont eu aucun moyen de contacter leurs proches, un avocat ou l'Anafé[1], le téléphone de la zone d'attente ne fonctionnant qu'avec une carte téléphonique que la Police aux Frontières (PAF) ne distribue pas. Anna est enceinte de cinq mois. Au cours de son maintien, elle a souffert de maux de ventre et de saignements abondants. […] Ehsan, qui souffre d'une plaie nécrosée inquiétante au bras suite à une blessure par balle, n'a, quant à lui, pas été examiné. Pendant quatre jours, le couple n'a reçu aucune explication sur ses droits ; la PAF n'ayant pas fait appel à un interprète. La police a refusé de leur remettre les documents administratifs relatifs au refus d'entrée et au maintien en zone d'attente. Plus encore, la PAF a refusé d'enregistrer leur demande d'asile et a tenté à deux reprises de les renvoyer illégalement vers la Grèce.

« Cinq jours de calvaire pour un couple d'afghans demandeurs d'asile en zone d'attente de Beauvais » sur le site *Anafe.org*, 3 mai 2018.

Ci-contre : le Centre de Rétention Administrative situé près de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry.

1. Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Étrangers.

Vocabulaire
- Centre de rétention administrative (CRA) : centre dans lequel sont enfermées les personnes en situation irrégulière. Elles peuvent y être maintenues jusqu'à 90 jours, y compris les mineurs.
- Migrant : voir p. 305.
- Réfugié : voir p. 305.

Étape 2
Retracez le parcours d'un(e) migrant(e)
1. Expliquez les raisons qui l'ont poussé(e) à partir et décrivez les difficultés rencontrées.
2. Vous pouvez cartographier son trajet sur un fond de carte.
3. Réfléchissez aux droits et libertés qui ont été remis en cause pour cette personne.

Étape 3
Restituer à l'oral
Présentez dans un court exposé le résultat de vos réflexions.

Numérique
Pour retrouver d'autres témoignages de migrants, consultez le site de la Cimade et écoutez des capsules sonores enregistrées dans les centres de rétention en France. LLS.fr/H2Cimade

L'analyse
>>> Comparez les différents parcours : qu'ont-ils en commun ? Qu'est-ce qui les différencie ?
>>> Ces témoignages correspondent-ils à l'image que vous aviez des migrants et des migrantes ? Pourquoi ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P307

Étape 1

Choisir un parcours (Parcours 1, 2 ou 3)

Choisissez le parcours que vous souhaitez suivre, entre :
- Sriyani Perera, migrante sri lankaise
- Seidou, migrant guinéen et chrétien
- Anna et Eshan, couple de réfugiés afghans

Étape 2

Retracer le parcours d'un.e migrant.e

1. Expliquez les raisons l'ont poussé.e à partir et les difficultés rencontrées.
2. Vous pouvez cartographier son trajet sur un fond de carte.
3. Réfléchissez aux droits et aux libertés qui ont été remis en cause pour cette personne.

Étape 3

Restituer à l'oral

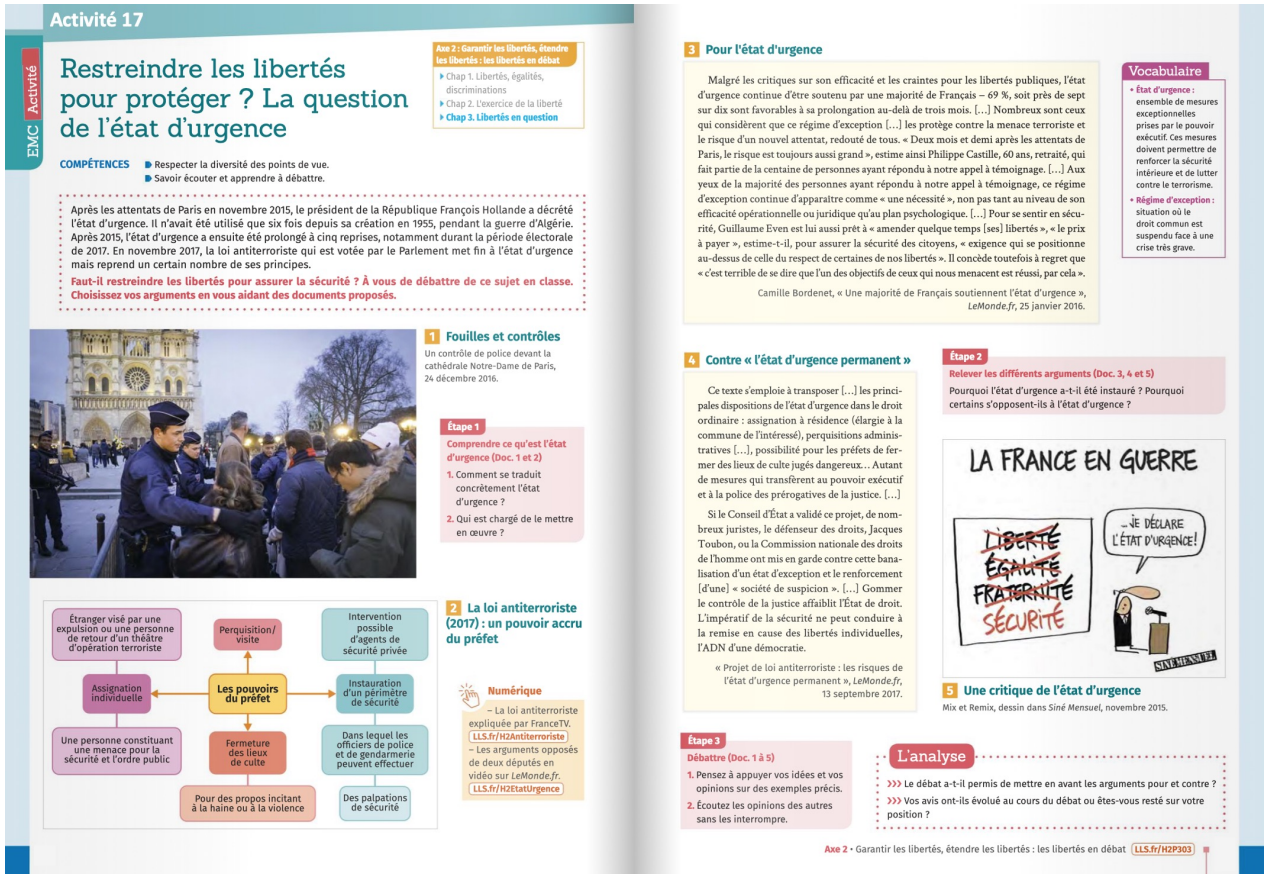
Présentez dans un court exposé le résultat de vos analyses.

💡 Votre oral peut s'appuyer sur un diaporama avec les raisons du départ, le parcours et ses difficultés, les libertés remises en cause.

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

III. Protéger les libertés (re)mises en question

C. Des libertés qui sont parfois restreintes



Activité 17

EMC Activité

Restreindre les libertés pour protéger ? La question de l'état d'urgence

Axe 2 : Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat
- Chap 1. Libertés, égalités, discriminations
- Chap 2. L'exercice de la liberté
- Chap 3. Libertés en question

COMPÉTENCES
- Respecter la diversité des points de vue.
- Savoir écouter et apprendre à débattre.

Après les attentats de Paris en novembre 2015, le président de la République François Hollande a décrété l'état d'urgence. Il n'avait été utilisé que six fois depuis sa création en 1955, pendant la guerre d'Algérie. Après 2015, l'état d'urgence a ensuite été prolongé à cinq reprises, notamment durant la période électorale de 2017. En novembre 2017, la loi antiterroriste qui est votée par le Parlement met fin à l'état d'urgence mais reprend un certain nombre de ses principes.

Faut-il restreindre les libertés pour assurer la sécurité ? À vous de débattre de ce sujet en classe. Choisissez vos arguments en vous aidant des documents proposés.

1 Fouilles et contrôles

Un contrôle de police devant la cathédrale Notre-Dame de Paris, 24 décembre 2016.

Étape 1
Comprendre ce qu'est l'état d'urgence (Doc. 1 et 2)
1. Comment se traduit concrètement l'état d'urgence ?
2. Qui est chargé de le mettre en œuvre ?

2 La loi antiterroriste (2017) : un pouvoir accru du préfet

Les pouvoirs du préfet
- Étranger visé par une expulsion ou une personne de retour d'un théâtre d'opération terroriste
- Assignation individuelle
- Une personne constituant une menace pour la sécurité et l'ordre public
- Perquisition/visite
- Fermeture des lieux de culte
- Pour des propos incitant à la haine ou à la violence
- Intervention possible d'agents de sécurité privée
- Instauration d'un périmètre de sécurité
- Dans lequel les officiers de police et de gendarmerie peuvent effectuer
- Des palpations de sécurité

Numérique
– La loi antiterroriste expliquée par FranceTV. LLS.fr/H2Antiterroriste
– Les arguments opposés de deux députés en vidéo sur *LeMonde.fr*. LLS.fr/H2EtatUrgence

3 Pour l'état d'urgence

Malgré les critiques sur son efficacité et les craintes pour les libertés publiques, l'état d'urgence continue d'être soutenu par une majorité de Français – 69 %, soit près de sept sur dix sont favorables à sa prolongation au-delà de trois mois. […] Nombreux sont ceux qui considèrent que ce régime d'exception […] les protège contre la menace terroriste et le risque d'un nouvel attentat, redouté de tous. « Deux mois et demi après les attentats de Paris, le risque est toujours aussi grand », estime ainsi Philippe Castille, 60 ans, retraité, qui fait partie de la centaine de personnes ayant répondu à notre appel à témoignage. […] Aux yeux de la majorité des personnes ayant répondu à notre appel à témoignage, ce régime d'exception continue d'apparaître comme « une nécessité », non pas tant au niveau de son efficacité opérationnelle ou juridique qu'au plan psychologique. […] Pour se sentir en sécurité, Guillaume Even est lui aussi prêt à « amender quelque temps [ses] libertés », « le prix à payer », estime-t-il, pour assurer la sécurité des citoyens, « exigence qui se positionne au-dessus de celle du respect de certaines de nos libertés ». Il concède toutefois à regret que « c'est terrible de se dire que l'un des objectifs de ceux qui nous menacent est réussi, par cela ».

Camille Bordenet, « Une majorité de Français soutiennent l'état d'urgence », *LeMonde.fr*, 25 janvier 2016.

Vocabulaire
- État d'urgence : ensemble de mesures exceptionnelles prises par le pouvoir exécutif. Ces mesures doivent permettre de renforcer la sécurité intérieure et de lutter contre le terrorisme.
- Régime d'exception : situation où le droit commun est suspendu face à une crise très grave.

4 Contre « l'état d'urgence permanent »

Ce texte s'emploie à transposer […] les principales dispositions de l'état d'urgence dans le droit ordinaire : assignation à résidence (élargie à la commune de l'intéressé), perquisitions administratives […], possibilité pour les préfets de fermer des lieux de culte jugés dangereux… Autant de mesures qui transfèrent au pouvoir exécutif et à la police des prérogatives de la justice. […]

Si le Conseil d'État a validé ce projet, de nombreux juristes, le défenseur des droits, Jacques Toubon, ou la Commission nationale des droits de l'homme ont mis en garde contre cette banalisation d'un état d'exception et le renforcement [d'une] « société de suspicion ». […] Gommer le contrôle de la justice affaiblit l'État de droit. L'impératif de la sécurité ne peut conduire à la remise en cause des libertés individuelles, l'ADN d'une démocratie.

« Projet de loi antiterroriste : les risques de l'état d'urgence permanent », *LeMonde.fr*, 13 septembre 2017.

Étape 2
Relever les différents arguments (Doc. 3, 4 et 5)
Pourquoi l'état d'urgence a-t-il été instauré ? Pourquoi certains s'opposent-ils à l'état d'urgence ?

LA FRANCE EN GUERRE
LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ SÉCURITÉ
…JE DÉCLARE L'ÉTAT D'URGENCE !
SINÉ MENSUEL

5 Une critique de l'état d'urgence

Mix et Remix, dessin dans *Siné Mensuel*, novembre 2015.

Étape 3
Débattre (Doc. 1 à 5)
1. Pensez à appuyer vos idées et vos opinions sur des exemples précis.
2. Écoutez les opinions des autres sans les interrompre.

L'analyse
>>> Le débat a-t-il permis de mettre en avant les arguments pour et contre ?
>>> Vos avis ont-ils évolué au cours du débat ou êtes-vous resté sur votre position ?

Axe 2 • Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat LLS.fr/H2P303

Étape 1

Comprendre ce qu'est l'état d'urgence (doc. 1 et 2)

1. Comment se traduit concrètement l'état d'urgence ?
2. Qui est chargé de le mettre en œuvre ?
3. Faites une recherche pour le comparer à l'état d'urgence sanitaire décrété en 2020 lors de la pandémie de la Covid-19.

Étape 2

Relevez les différents arguments (doc. 3, 4 et 5)

1. Pourquoi l'état d'urgence a-t-il été instauré ?
2. Pourquoi certains s'opposent à l'état d'urgence ?
3. Faites une recherche sur Internet pour trouver les raisons de l'instauration et de l'opposition à l'état d'urgence sanitaire.

Étape 3

Débattre (doc. 4 et 5)

1. Pensez à appuyer vos idées et vos opinions sur des exemples précis.
2. Écoutez les opinions des autres sans les interrompre.

💡 Vous allez organiser le débat : introduisez le thème et distribuez la parole.

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

III. Protéger les libertés (re)mises en question

C. Des libertés qui sont parfois restreintes

Activité 18

La sécurité dans un État de droit

L'État a pour mission d'assurer la sécurité de sa population. Cependant, certaines mesures mises en place pour lutter contre le terrorisme sont accusées de limiter les droits des individus.

» La protection des citoyens préserve-t-elle ou menace-t-elle leurs libertés ?

1 La lutte contre le terrorisme : chronologie

1986 Loi qui définit le terrorisme, contre lequel elle prévoit des juges et des dispositifs particuliers (gardes à vue plus longues, condamnation de l'apologie du terrorisme…).

1991 Loi qui autorise les écoutes des communications téléphoniques, mais uniquement dans des circonstances exceptionnelles.

1995 Instauration du plan Vigipirate, qui prévoit différents niveaux de vigilance et des mesures comme la surveillance renforcée de lieux publics.

2001 Loi relative à la sécurité quotidienne, qui facilite les fouilles et les contrôles d'identité.

2015
- Loi sur le renseignement, qui autorise dans certains cas les écoutes et la collecte de données privées (par exemple auprès des fournisseurs d'accès Internet).
- Mise en place de l'état d'urgence qui autorise des mesures exceptionnelles (interdiction de réunions ou assignations à résidence, par exemple).

2017 Loi sur la sécurité intérieure, qui remplace l'état d'urgence. Elle facilite notamment les contrôles aux frontières ou la surveillance de personnes suspectées de terrorisme.

2 La vidéosurveillance pour renforcer la sécurité ?

La Promenade des Anglais à Nice en janvier 2012.

Écrans de contrôle de la Préfecture de police de Paris.

3 Manifester, un droit menacé ?

« D'après des chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur à Amnesty international[1], les préfets ont eu recours à leurs pouvoirs d'urgence pour signer 155 arrêtés interdisant des cortèges, des réunions et des manifestations entre le 14 novembre 2015 et le 5 mai 2017. Quelque 639 mesures restreignant le droit de circuler ont été prises "explicitement" pour "empêcher des personnes de participer à des manifestations", notamment contre la loi Travail, ou encore à l'occasion de la COP-21 de décembre 2015. "Les mesures d'urgence ont été prises pour restreindre des droits", les autorités invoquant notamment "l'argument du manque d'effectifs policiers", remarque Marco Perolini, un chercheur d'Amnesty […].

Selon l'ONG, policiers et gendarmes se sont par ailleurs rendus coupables de "violations des droits humains" lors du maintien de l'ordre de rassemblements publics. Un grand nombre de violences "excessives, disproportionnées et arbitraires" ont été commises par les forces de l'ordre contre les manifestants, affirme Nicolas Krameyer, responsable du pôle liberté chez Amnesty France. »

« L'état d'urgence est "dévoyé" selon Amnesty International », www.ouest-france.fr, 31 mai 2017.

1. Amnesty International est une ONG qui milite pour la défense des droits humains.

4 Internet sous contrôle ?

Manifestation contre la loi Renseignement, 8 juin 2015.

5 La prévention en débat

Dessin de Lacombe, 2018.

La rétention de sûreté consiste à maintenir en détention un individu ayant terminé sa peine mais étant toujours considéré comme dangereux. Elle ne concerne que les criminels, mais certaines personnes veulent l'étendre aux individus condamnés pour des projets terroristes.

Questions

1. Comment expliquer que les lois concernant le terrorisme soient aussi nombreuses ? (doc. 1)
2. À votre avis, quels sont les avantages de la vidéosurveillance et les problèmes qu'elle peut poser ? (doc. 2)
3. Quels droits sont menacés par l'état d'urgence d'après l'ONG Amnesty ? (doc. 3)
4. À quel slogan de 2015 cette manifestante fait-elle référence ? Expliquez son message. (doc. 4)
5. Pour quelle raison la rétention de sûreté est-elle parfois décidée ? Quel problème son utilisation peut-elle poser ? (doc. 5)
6. En quelques lignes, citez les principaux moyens utilisés pour renforcer la sécurité en France, puis expliquez pourquoi ils peuvent aussi être considérés comme des atteintes à la liberté des citoyens.

NOTIONS

État de droit : État dont la puissance est limitée par le droit, c'est-à-dire par la Constitution et les lois.

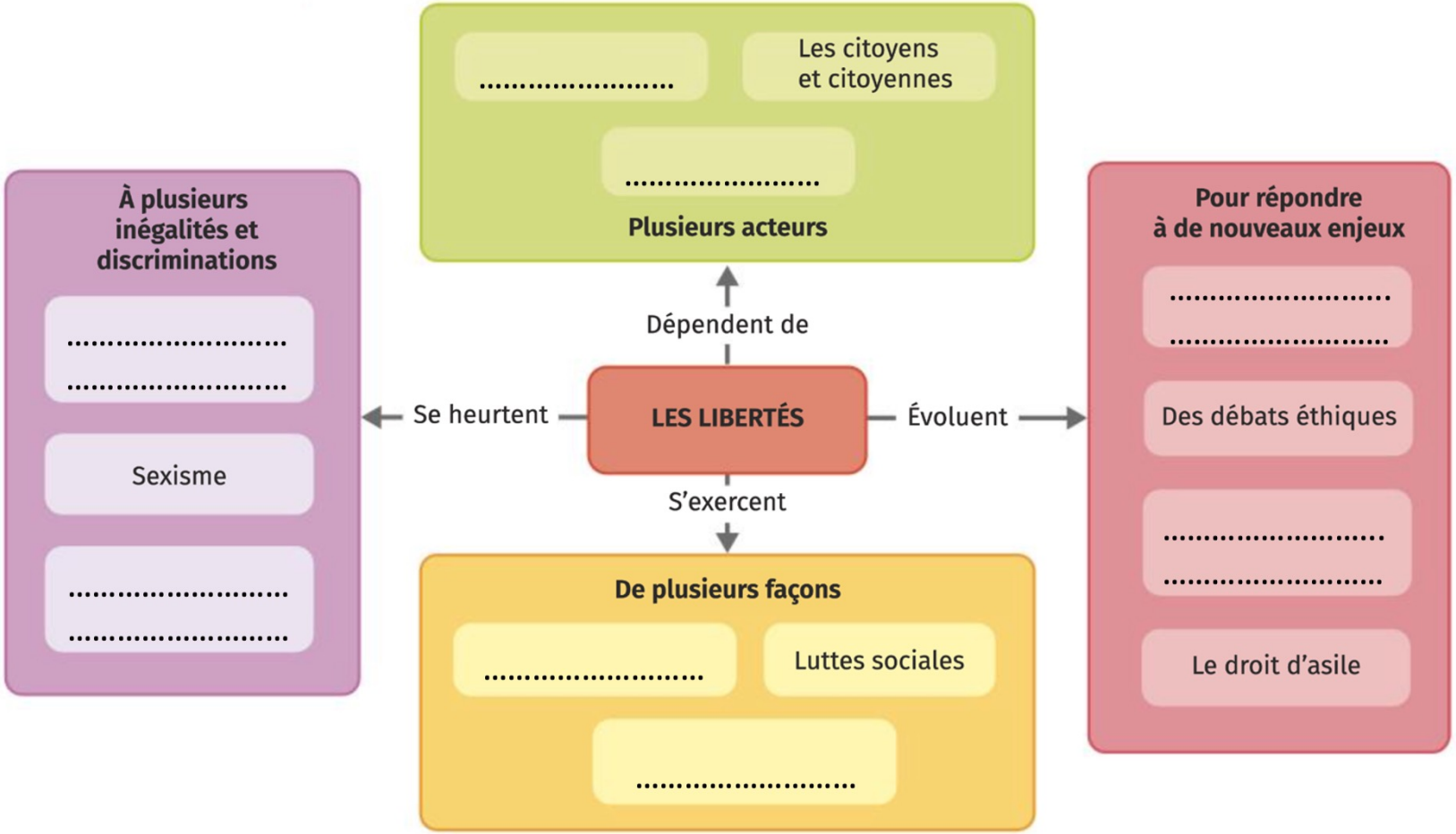
ONG : organisation non gouvernementale qui agit pour une cause, (environnement, santé, lutte contre la pauvreté, etc.) généralement à l'échelle internationale.

Questions

1. Comment expliquer que les lois concernant le terrorisme soient aussi nombreuses ? (doc. 1)
2. À votre avis, quels sont les avantages de la vidéosurveillance et les problèmes qu'elle peut poser ? (doc. 2)
3. Quels droits sont menacés par l'état d'urgence d'après l'ONG Amnesty ? (doc. 3)
4. À quel slogan de 2015 cette manifestante fait-elle référence ? Expliquez son message. (doc. 4)
5. Pour quelle raison la rétention de sûreté est-elle parfois décidée ? Quel problème son utilisation peut-elle poser ? (doc. 5)
6. Organisez un débat en vous appuyant sur les documents et sur vos connaissances : « Faut-il renforcer les principaux moyens de sécurité en France aujourd'hui ? »

EMC2 - GARANTIR LES LIBERTÉS, ÉTENDRE LES LIBERTÉS : LES LIBERTÉS EN DÉBAT

Conclusion



Consigne : Complétez le schéma de synthèse sur l'axe 2 du programme d'EMC à partir des mots et expressions suivantes :

- État
- Liberté d'expression
- Homophobie et transphobie
- Engagement associatif et citoyen
- Enjeu sécuritaire
- Racisme et antisémitisme
- Associations
- Libertés numériques